EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	60 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
France et Colonies	3 mois..	15 »	22 »
	Un an..	50 »	75 »
Etranger	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Changement d'adresse : 2 francs			

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI !

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)*

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 franc
Édition complète.....	1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres	1 franc 50

(Arrêté résidentiel du 13 mai 1922)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Hayas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 20 juin 1930/22 moharrem 1349 modifiant le dahir du 25 février 1925/1 ^{er} chaabane 1343 relatif aux droits de marchés ruraux	761
Dahir du 20 juin 1930/22 moharrem 1349 sur la conservation et l'exploitation des peuplements d'alfa	762
Arrêté viziriel du 21 juin 1930/23 moharrem 1349 réglementant l'exploitation de l'alfa	763
Dahir du 20 juin 1930/22 moharrem 1349 portant création de taxes antérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes	763
Arrêté viziriel du 28 mai 1930/29 hija 1348 portant classement dans le domaine public municipal de Marrakech, d'une partie de la route n° 10, de Mogador à Marrakech	765
Arrêté viziriel du 3 juin 1930/5 moharrem 1349 déclarant d'utilité publique et urgente, la création d'un lotissement de colonisation au lieu dit « Adarouche » région de Meknès, territoire des Beni M'GuMd), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet	765
Arrêté viziriel du 3 juin 1930/5 moharrem 1349 autorisant l'acquisition par l'Etat, de propriétés privées sises dans la région du Rab	767
Arrêté viziriel du 5 juin 1930/7 moharrem 1349 ajoutant les viandes frigorifiées à la liste des marchandises admissibles en entrepôt fictif	767
Arrêté viziriel du 10 juin 1930/12 moharrem 1349 relatif aux vins mousseux	768
Arrêté viziriel du 19 juin 1930/21 moharrem 1349 modifiant l'arrêté viziriel du 23 février 1922/25 joumada II 1340 portant réglementation sur les congés du personnel	768
Arrêté résidentiel du 14 juin 1930 portant modification dans l'organisation administrative de la région militaire des confins algéro-marocains	769
Arrêté résidentiel du 21 juin 1930 relatif à l'organisation intérieure de la direction des affaires indigènes	769
Circulaire relative à la faculté de remplacer le cautionnement définitif des adjudications ou des marchés de gré à gré par une caution personnelle et solidaire à garantie limitée au montant du cautionnement définitif	770
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête en vue de la modification de la constitution de l'Association syndicale agricole pour l'assainissement du lotissement maraîcher de Kénitra	775

Pages	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet de constitution d'une association syndicale agricole pour l'assainissement du centre de Skirat	775
	Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la circulation sur les chemins de colonisation et sur diverses pistes de la circonscription des Doukkala	775
	Création d'emploi	776
	Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	776
	Extrait du « Journal officiel » de la République française du 14 juin 1930, page 6536. — Décret du 8 juin 1930 portant augmentation des effectifs de la légion de gendarmerie du Maroc	780
	Extrait du « Journal officiel » de la République française n° 141, du 15 juin 1930, page 6556. — Décret du 29 mai 1930 relatif à l'ouverture de travaux au Maroc	781

PARTIE NON OFFICIELLE

765	Circulaire n° 213 — Règlement des arriérés de la dette non gagée échus avant le 16 juillet 1920 et des arriérés de la dette gagée échus avant le 1 ^{er} juillet 1919 qui n'ont pas encore été recouvrés par les porteurs français et alsaciens-lorrains réintégrés dans la nationalité française	781
765	Renseignements statistiques des chemins de fer du Maroc	785
	Relevé climatologique du mois de mai 1930	786

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 20 JUIN 1930 (22 moharrem 1349) modifiant le dahir du 25 février 1925 (1^{er} chaabane 1343) relatif aux droits de marchés ruraux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 7 du dahir du 25 février 1925 (1^{er} chaabane 1343) relatif aux droits de marchés ruraux, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 7. — Le stationnement des animaux, ainsi que des denrées et marchandises figurant au tarif spécial visé à l'article 3 ci-dessus, est interdit dans un rayon de 2 kilomètres autour de l'enceinte des marchés.

« Cette barrière de protection s'arrête à la limite du périmètre urbain dans le cas où le marché se trouve situé à proximité d'une ville à l'entrée de laquelle sont exigés des droits de portes. »

ART. 2. — Les 2° et dernier alinéas de l'article 10 du dahir précité du 25 février 1925 (1^{er} chaabane 1343), sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 10. —

« Il est interdit sous les peines édictées par le premier alinéa de l'article premier du dahir du 18 mai 1916 (15 rejev 1334), d'ouvrir et de tenir des marchés clandestins. Est réputé marché clandestin le stationnement en vue de transactions d'un ou plusieurs acheteurs et de vendeurs, dans un lieu qui n'a pas été autorisé par un arrêté de caïd ; sont également réputés marchés clandestins les installations fixes situées dans un lieu qui n'a pas été autorisé par un arrêté de caïd, lorsque les transactions qui y sont effectuées ne sont qu'accidentelles ou lorsque les installations n'ont pas un caractère durable, ou que les commerçants ne justifient pas de la qualité de patentable.

« Ne sont pas considérées comme marchés, lorsqu'elles sont situées en dehors du périmètre fixé par l'article 7 :

« a) Les installations fixes ayant un caractère durable, dans lesquelles les transactions habituelles sont effectuées par des commerçants justifiant de leur qualité de patentables ;

« b) Les installations agricoles lorsque les transactions qui y sont effectuées n'ont pas un but commercial. »

Fait à Evian, le 22 moharrem 1349,
(20 juin 1930).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 juin 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 20 JUIN 1930 (22 moharrem 1349)
sur la conservation et l'exploitation des peuplements d'alfa.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les terrains couverts de peuplements d'alfa, qui font partie du domaine privé de l'État, sous réserve des droits d'usage au parcours et à la récolte de l'alfa nécessaire aux besoins domestiques que peuvent y exercer les tribus voisines, en vertu du dahir du 15 août 1928

(27 safar 1347), sont soumis, dans les conditions prévues aux articles suivants, au régime institué par le dahir du 10 octobre 1917 (20 hija 1335) sur la conservation et l'exploitation des forêts et administrés conformément aux dispositions de ce dahir.

ART. 2. — Sont, en particulier, applicables aux terrains alfatiers, les dispositions ci-après du dahir précité du 10 octobre 1917 (20 hija 1335), en y remplaçant les mots « bois », « forêts » ou « terrains forestiers », par les mots « peuplements alfatiers », et les mots « bois indigènes, liège ou produit tannants » par le mot « alfa »

Titre II (Aliénation des produits).

Titre III, section 1 (Exploitations).

Titre VI (Police et conservation), section 1 : art. 31, 32, 33, 34, 39, 40, 41, 44 et 45 ; section 11.

Titre VII (Constataion des délits).

Titre VIII (Poursuite et réparation des délits).

Sont également applicables aux terrains alfatiers, les dispositions de l'arrêté viziriel du 4 septembre 1918 (27 kaada 1336) réglementant les conditions de l'exploitation, du colportage, de la vente et de l'exportation des produits forestiers, l'alfa étant, en ce qui concerne cette réglementation, assimilé juridiquement aux bois indigènes, ainsi qu'au liège et aux produits tannants, et de l'arrêté viziriel du 4 septembre 1918 (27 kaada 1336) relatif aux mesures à prendre en vue de prévenir les incendies de forêts, les peuplements alfatiers étant, en ce qui concerne cette réglementation, assimilés juridiquement aux bois, forêts ou massifs boisés.

ART. 3. — Seront punis d'une amende de 2 à 5 francs par quintal :

1° Ceux qui auront cueilli, enlevé, mis en vente, vendu ou acheté sur un chantier, de l'alfa, sans autorisation ou pendant la période d'interdiction de la récolte, ou qui ne se seront pas conformés aux prescriptions de l'article 12 du dahir précité du 10 octobre 1917 (20 hija 1335) ;

2° Ceux qui en auront acheté ou entreposé sur des chantiers ou des emplacements de bascule non autorisés, ou sans pesées, ou au moyen de pesées falsifiées, ou en quantités supérieures à celles autorisées ou prévues par leurs marchés.

Si l'alfa provient de terrains en nature de dunes ou de zones où l'exploitation est temporairement interdite, l'amende sera doublée.

En cas de récidive, l'amende sera également doublée et un emprisonnement de 3 à 15 jours pourra, en outre, être prononcé.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant dans les 12 mois précédents un jugement pour les mêmes contraventions.

ART. 4. — Un arrêté viziriel déterminera les mesures utiles pour assurer la conservation et l'exploitation rationnelle des peuplements d'alfa.

Les infractions aux dispositions de cet arrêté pour lesquelles aucune peine spéciale n'est prévue par le présent dahir, seront punies des peines portées à l'article 55 du dahir précité du 10 octobre 1917 (20 hija 1335).

ART. 5. — Le principal de toutes les amendes prononcées en vertu du présent dahir ou de l'arrêté viziriel prévu à l'article précédent, sera majoré de soixante-cinq décimes.

ART. 6. — Le dahir du 11 juillet 1921 (4 kaada 1339) et l'arrêté viziriel du 12 juillet 1921 (5 kaada 1339) relatifs à la conservation et à l'exploitation des peuplements d'alfa au Maroc, sont abrogés.

*Fait à Evian, le 22 moharrem 1349,
(20 juin 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 juin 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 JUIN 1930
(23 moharrem 1349)
réglementant l'exploitation de l'alfa.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) sur la conservation et l'exploitation des peuplements d'alfa,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La cueillette de l'alfa, dans un but industriel ou commercial, et toutes les opérations relatives à l'achat de ce textile aux ouvriers alfatiers, sont soumises à une période d'interdiction de quatre mois, qui commence le 1^{er} mars et finit le 30 juin de chaque année.

Si les circonstances locales l'exigent, un arrêté du directeur des eaux et forêts peut, d'accord avec les autorités de contrôle, avancer ou retarder la période fixée, sans toutefois en modifier la durée.

En cas de calamité, un arrêté analogue peut, sur l'avis des autorités de contrôle, réduire la durée de la période d'interdiction.

ART. 2. — La cueillette de l'alfa est interdite d'une manière absolue dans les terrains en nature de dunes.

ART. 3. — La récolte de l'alfa se fait par voie de cueillette à la main ou au bâtonnet, à l'exclusion de tout instrument tranchant et de tout procédé qui aurait pour résultat de déraciner les touffes.

L'arrachis des souches vives pour le chauffage et les emplois industriels est interdit.

ART. 4. — Un arrêté du directeur des eaux et forêts, pris avant la clôture de la période d'interdiction annuelle, fixera, s'il y a lieu, l'état des zones où l'exploitation sera interdite au cours de la campagne suivante, dans l'intérêt de la conservation des peuplements d'alfa.

ART. 5. — Les procès-verbaux d'adjudication ou marchés de gré à gré fixeront, compte tenu de la possibilité des nappes, les quantités maxima d'alfa vert qui pourront être achetées ou récoltées annuellement, par les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré, sur leurs chantiers ou lots respectifs.

Lorsque dans une zone en cours d'exploitation, le service des eaux et forêts constatera que le quantum annuel de la récolte fixé pour un centre d'achat ou un périmètre donné, est atteint, il signifiera, tant à l'adjudicataire ou bénéficiaire de marchés de gré à gré qu'aux tribus intéressées, d'avoir à cesser immédiatement leurs récoltes, enlèvement, colportage ou achats. En ce qui concerne les tribus, cette signification sera valablement faite au siège de l'autorité locale de contrôle.

A partir du huitième jour, à compter de la date de la signification, toute récolte, tout enlèvement, colportage ou achat d'alfa, dans le périmètre ou sur le chantier interdit, sera considéré comme délictueux et donnera lieu à l'application des peines prévues à l'article 3, § 2° du dahir du 20 juin 1930 (22 moharrem 1349) sur la conservation et l'exploitation des peuplements d'alfa.

ART. 6. — Les exploitants ou acheteurs d'alfa ne peuvent se refuser à la vérification de leurs bascules, chantiers ou lieux de dépôt par les fonctionnaires des eaux et forêts et, en général, tous autres officiers de police judiciaire.

ART. 7. — La cueillette de l'alfa est interdite d'office à toute personne, pendant une période de trois ans, sur toute l'étendue des nappes alfatières incendiées, sans qu'il soit nécessaire de faire figurer ces nappes sur l'état prévu à l'article 4 ci-dessus.

ART. 8. — Toutes les dispositions du chapitre premier de l'arrêté viziriel du 4 septembre 1918 (27 kaada 1336) réglementant les conditions de l'exploitation des produits forestiers, sont applicables non seulement aux particuliers qui veulent exploiter de l'alfa, mais également à ceux qui désirent établir un chantier ou une bascule pour l'achat ou la manipulation de l'alfa sur des terrains particuliers.

*Fait à Rabat, le 23 moharrem 1349,
(21 juin 1930).*

*MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 juin 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 JUIN 1930 (22 moharrem 1349)
portant création de taxes intérieures de consommation
et relèvement de certaines taxes existantes.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} et 2 du dahir du 10 janvier 1928 (17 rejeb 1346) portant fixation du droit de consommation sur le sucre pur ou contenu dans certains produits sucrés, modifié par le dahir du 16 juin 1928 (27 hija 1346), sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Le droit de consommation sur
« les sucres est fixé à 95 francs par cent kilos net..

« Article 2. — Pour les produits renfermant du sucre,
« la taxe de consommation est perçue comme il est dit ci-
« dessous :

« 1° Sirops, bonbons et fruits confits au sucre : 95
« francs par cent kilos sur leur poids net effectif ;

« 2° Biscuits sucrés, confitures, gelées, marmelades de
« fruits : 50 francs par cent kilos sur leur poids net effectif ;

« 3° Compotes de fruits : 30 francs par cent kilos sur leur poids net effectif ;

« 4° Lait concentré additionné de sucre :

« a) A 50 % et au-dessus : 45 francs par cent kilos sur leur poids net effectif ;

« b) A moins de 50 % : 25 francs par cent kilos, sur leur poids net effectif ;

« 5° Liqueurs et autres produits sucrés : 95 francs par cent kilos, sur le poids net des sucres (exprimé en saccharose) qu'ils renferment.

« La proportion de sucre contenue dans les produits des quatrième et cinquième catégories ci-dessus est déterminée par le laboratoire officiel, dont l'expertise est sans appel. »

ART. 2. — L'article 2 du dahir du 25 août 1919 (27 kaada 1337) portant création d'une taxe intérieure de consommation sur les principales denrées coloniales et leurs succédanés, modifié par les dahirs du 9 mai 1925 (15 chaoual 1343) et l'article 3 du dahir du 10 janvier 1928 (17 rejeb 1346), est modifié pour les paragraphes ci-après.

« 1° Thé, y compris les fleurs et boutons : deux cents francs (200 fr.) par cent kilos nets ;

« 8° Chocolats : quatre-vingt-cinq francs (85 fr.) les cent kilos nets ;

« Chocolats au lait contenant au plus 10 % de cacao et 25 % de sucre : trente francs (30 fr.) les cent kilos nets. »

ART. 3. — Les taxes de consommation instituées par l'article 1^{er} du dahir du 6 janvier 1926 (22 joumada II 1344) sont portées :

1° A vingt francs par hectolitre, en ce qui concerne les essences de pétrole ;

2° A trois cents francs par cent kilos en ce qui concerne :

a) Les pneus, chapes en caoutchoucs non manufacturés, chambres à air, à l'état brut, travaillés ou finis destinés à être montés sur motocyclettes, side-cars, automobiles et similaires, à l'exception des pneus et bandages pour poids lourds qui demeurent assujettis aux anciens droits ;

b) Les bandes en caoutchoucs pouvant servir à la réparation ou au rechapage des pneus ou bandages ;

c) Les gommes brutes ou en feuilles.

ART. 4. — Il est institué, au titre des taxes intérieures de consommation :

1° Un droit de 20 francs par hectolitre sur les pétroles, huiles minérales raffinées ou lampantes ;

2° Un droit de 20 francs par cent kilos nets sur les huiles de graissage ;

3° Un droit de 50 francs par cent kilos nets sur les huiles de soya et d'arachides ;

4° Un droit de 200 francs par cent kilos nets sur les viandes frigorifiées.

ART. 5. — Les droits établis sur les produits visés aux articles ci-dessus, sont exigibles à l'importation pour les produits importés.

Des arrêtés de Notre Grand Vizir détermineront, pour la fabrication intérieure, le régime des fabriques ainsi que le mode de contrôle et de perception.

ART. 6. — Dans les trois jours de la mise en vigueur du présent dahir, tous commerçants ou dépositaires des produits visés aux articles 1^{er} à 4, ainsi que les entrepreneurs de transports pour les produits visés à l'article 3, doivent faire, suivant leur domicile, à la recette des douanes, à l'agent des douanes de l'ès-distilleries ou de Marrakech-distilleries, partout ailleurs aux autorités de contrôle, la déclaration écrite des produits en leur possession au jour de l'application du présent dahir.

Les quantités en cours de route feront également l'objet d'une déclaration dès leur arrivée à destination.

Lorsqu'une même personne possède plusieurs magasins ou dépôts dans des localités différentes, une déclaration spéciale est faite au lieu de chaque magasin ou dépôt.

Ces quantités sont reprises par voie d'inventaire et soumises à l'impôt.

Les entrepreneurs de transports obtiendront décharge des taxes sur les produits dont ils sont détenteurs à la date du 21 juin, dans la limite de leurs besoins d'un mois qu'ils devront indiquer dans leur déclaration.

En cas de contestation, ceux-ci seront déterminés par une commission composée du chef du service du commerce, président, du directeur des douanes et régies et du président de la chambre de commerce de Casablanca.

Les décisions de la commission sont sans appel.

ART. 7. — En cas de soupçon de fraude, les agents des douanes et régies pourront, en se faisant assister d'un officier de police judiciaire, faire des visites dans l'intérieur des habitations.

Quand des perquisitions devront être faites dans une maison où se trouvent des femmes musulmanes, les employés se feront précéder par la « arifa » ou, à défaut, par une femme de confiance, de manière à éviter toute plainte de manque d'égards ou de convenance.

Par exception, pour la recherche seule des stocks non déclarés, dans les lieux dépourvus de service des douanes et régies, et dans le délai d'un mois à compter de l'application du présent dahir, les autres agents de la direction générale des finances pourront requérir les officiers de police judiciaire lesquels auront eux-mêmes qualité pour procéder à des visites domiciliaires et constater les contraventions.

ART. 8. — Les produits soumis à la déclaration de stocks qui n'auront pas été déclarés dans les délais, donneront lieu au paiement, en sus du droit, d'une amende égale au double de ce droit.

Les autres infractions au présent dahir et aux arrêtés pris pour son exécution et toute manœuvre ayant ou devant avoir pour résultat d'é luder l'impôt, sont punies :

1° D'une amende de 500 à 10.000 francs ;

2° De la confiscation des marchandises trouvées en fraude ;

3° Du quintuple des droits fraudés ou compromis.

Quiconque ayant été condamné depuis moins de deux années grégoriennes par jugement ou arrêt définitif, pour infraction à l'une des dispositions du présent dahir ou des arrêtés pris pour son exécution, se rend coupable d'une nouvelle infraction, sera condamné au maximum des peines d'amende et à une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 9. — Les pénalités pécuniaires ont toujours le caractère de réparations civiles.

L'article 463 du code pénal est applicable, mais pour les peines corporelles seulement.

Les infractions au présent dahir et aux arrêtés pris pour en assurer l'exécution, sont de la compétence des juridictions françaises de Notre Empire.

ART. 10. — Le présent dahir produira effet à compter du 21 juin 1930.

*Fait à Evian, le 22 moharrem 1349,
(20 juin 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 juin 1930.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 MAI 1930

(29 hija 1348)

portant classement dans le domaine public municipal de Marrakech, d'une partie de la route n° 10, de Mogador à Marrakech.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1924 (18 ramadan 1342) portant fixation du périmètre municipal de la ville de Marrakech ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 mars 1925 (20 chaabane 1343) portant classement dans le domaine public municipal de Marrakech de différents biens du domaine public de l'Etat ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Marrakech, dans sa séance du 20 novembre 1929 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des travaux publics et des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est classée dans le domaine public municipal de Marrakech la partie de la route n° 10 de Mogador à Marrakech, comprise entre le périmètre municipal de cette ville (zone urbaine) et son point de jonction avec l'avenue de Casablanca (au P.K. 185,692), telle au surplus qu'elle est figurée par un tracé rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Ce classement est fait sous réserve des droits énumérés à l'article 2 du dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) et des droits qui pourraient résulter au profit des tiers des concessions ou permissions relatives à l'organisation et au fonctionnement de certains services publics.

ART. 3. — La remise de cette section de la route n° 10, de Mogador à Marrakech, sera effectuée dans les formes prescrites par l'arrêté viziriel susvisé du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340).

*Fait à Rabat, le 29 hija 1348.
(28 mai 1930).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 juin 1930,

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 JUIN 1930

(5 moharrem 1349)

déclarant d'utilité publique et urgente, la création d'un lotissement de colonisation au lieu dit « Adarouche » (région de Meknès, territoire des Beni M'Guild), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatif à la procédure d'urgence ;

Vu le dahir du 27 avril 1919 (26 rejeb 1337) sur la gestion et l'aliénation des biens collectifs, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les avis écrits et motivés des djemâas intéressées, en date du 15 juin 1929, et du conseil de tutelle, en date du 28 août 1929 ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte du 20 février au 20 mars 1930, au bureau des affaires indigènes d'Aïn Leuh (Meknès) ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un lotissement de colonisation, au lieu dit « Adarouche » (territoire des Beni M'Guild, région de Meknès).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation, les parcelles désignées au tableau ci-après et délimitées par un liséré jaune au plan annexé au présent arrêté.

Désignation des parcelles atteintes par l'expropriation

N° DU PLAN	NOMS DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS	DÉSIGNATION DES PARCELLES	SUPERFICIE
1 ^{er} lot	Djemâa des Aït Ouahi	<p>1° Tizi N'Ourmès (2 parcelles).</p> <p>A) <i>Première parcelle</i> <i>Nord</i>, Aït Hammou ou Rouhou, propriété « La Condamine » et Aït Hammou ou Rouhou ; <i>Est</i>, Aït Yahia ou Halla ; <i>Sud</i>, un passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Ouest</i>, bled Beni M'Tir (Aït Bou R'Zouine), forêt.</p> <p>B) <i>Deuxième parcelle</i> <i>Nord</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Est</i>, Aït Yahia ; <i>Sud</i>, première parcelle du bled Tizi N'Tmedrassine.</p> <p>2° Bled Tizi N'Tmedrassine (2 parcelles).</p> <p>A) <i>Première parcelle</i> <i>Nord</i>, bled Beni M'Tir (Aït Bou R'Zouine), passage de transhumance de 300 mètres de large et parcelle n° 2 de Tizi N'Ourmès ; <i>Est</i>, Aït Qsou ou Haddou et deuxième parcelle de Tizi N'Tmedrassine ; <i>Sud</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Ouest</i>, première parcelle du bled Adarouche et Sidi Bou Tamrit et melk collectif des Guerrouan.</p> <p>B) <i>Deuxième parcelle</i> <i>Nord-est</i>, Aït Qsou ; <i>Sud</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Ouest</i>, première parcelle (Tizi N'Tmedrassine).</p> <p>3° Bled Adarouche et Sidi Bou Tamrit (2 parcelles).</p> <p>A) <i>Première parcelle</i> <i>Nord et est</i>, collectif des Guerrouan et première parcelle du bled Tizi N'Tmedrassine ; <i>Sud</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Ouest</i>, collectif des Guerrouan.</p> <p>B) <i>Deuxième parcelle</i> <i>Nord</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Est</i>, piste d'El Hajeb à Khémira et l'oued Tigrigra ; <i>Sud</i>, Passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Ouest</i>, première parcelle du bled Guerrara et collectif des Guerrouan.</p> <p>4° Bled Guerrara (2 parcelles).</p> <p>A) <i>Première parcelle</i> <i>Nord</i>, collectif des Guerrouan ; <i>Est</i>, deuxième parcelle du bled Guerrara ; <i>Sud</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Ouest</i>, première parcelle du bled Djemâa des Aït Merroul.</p> <p>B) <i>Deuxième parcelle</i> <i>Nord</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large ; <i>Est</i>, collectif du bled Guerrara ; <i>Sud et ouest</i>, deuxième parcelle des Aït Marroul.</p>	<p>ha. a.</p> <p>845</p> <p>50</p> <p>1.655</p> <p>10 60</p> <p>192</p> <p>3.754</p> <p>252</p> <p>305</p>
2° lot	Djemâa des Aït Merroul	<p>5° Bled Djemâa des Aït Merroul (2 parcelles).</p> <p>A) <i>Première parcelle</i> <i>Nord et ouest</i>, collectif des Guerrouan ; <i>Est</i>, première parcelle du bled Guerrara ; <i>Sud</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large.</p> <p>B) <i>Deuxième parcelle</i> <i>Nord</i>, passage de transhumance de 300 mètres de large. <i>Est</i>, deuxième parcelle du bled Guerrara ; <i>Sud</i>, revendication des eaux et forêts ; <i>Ouest</i>, collectif des Guerrouan.</p>	<p>4</p> <p>1.034</p>

ART. 3. — L'urgence est déclarée.

ART. 4. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 5 moharrem 1349,
(3 juin 1930).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 juin 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 JUIN 1930
(5 moharrem 1349)

autorisant l'acquisition par l'Etat, de propriétés privées
sises dans la région du Rarb.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;
Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par l'Etat, pour les besoins de la colonisation :

1° D'une propriété appartenant à la « Société Wibaux et Ben Ouattaf », connue sous le nom de « Téhili », titre foncier n° 2000 R., d'une superficie de cent cinquante-cinq hectares vingt ares (155 ha. 20 a.), au prix de deux mille deux cent cinquante francs (2.250 fr.) l'hectare, soit trois cent quarante-neuf mille deux cents francs (349.200 fr.), plus trente-trois mille cinq cents francs (33.500 fr.), valeur des constructions édifiées sur cette propriété, au total : trois cent quatre-vingt-deux mille sept cents francs (382.700 fr.) ;

2° Du droit de jouissance perpétuelle consentie par la collectivité des Oulad Jelloul à M. Wibaux Jacques-Stéphane, pour la propriété dite « Merja du Tihili Koudiat el Mal », titre foncier n° 990 R. bis, d'une superficie de deux cent cinquante-cinq hectares (255 ha.), au prix de deux mille deux cent cinquante francs (2.250 fr.) l'hectare, soit : cinq cent soixante-treize mille sept cent cinquante francs (573.750 fr.).

3° Du droit de jouissance perpétuelle consentie par la collectivité des Chebanat à M. Wibaux Jacques-Stéphane, sur la propriété dite « Bled Téhili », des Chebanat, titre foncier n° 1881 R. bis, d'une superficie de quarante-huit hectares vingt ares (48 ha. 20 a.), au prix de deux mille deux cent cinquante francs l'hectare (2.250 fr.), soit : cent huit mille quatre cent cinquante francs (108.450 fr.).

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 5 moharrem 1349,
(3 juin 1930).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 juin 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 JUIN 1930
(7 moharrem 1349)

ajoutant les viandes frigorifiées à la liste des marchandises
admissibles en entrepôt fictif.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 avril 1921 (11 chaabane 1339) sur le régime des entrepôts et, notamment, ses articles 27 à 33 :

Vu l'arrêté viziriel du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340) fixant la liste des marchandises admissibles en entrepôt fictif et le taux de la redevance annuelle due par les entrepositaires et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances et du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les viandes frigorifiées sont ajoutées à la liste des marchandises admissibles en entrepôt fictif.

ART. 2. — Les locaux destinés à l'entreposage des viandes frigorifiées doivent être adaptés parfaitement à cet usage.

ART. 3. — Les entrepositaires sont tenus d'acquitter la redevance annuelle prévue par l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340).

ART. 4. — La visite sanitaire des viandes est effectuée au moment de leur importation, avant leur mise en entrepôt fictif, et les droits afférents à cette opération sont acquittés immédiatement.

*Fait à Rabat, le 7 moharrem 1349,
(5 juin 1930).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 juin 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 JUIN 1930
(12 moharrem 1349)
relatif aux vins mousseux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 5 décembre 1928 (21 jourmada II 1347) ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928 (22 jourmada II 1347) relatif à l'application du dahir précité du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 juillet 1926 (6 moharrem 1345) portant réglementation de la vinification et du commerce des vins, modifié et complété par l'arrêté viziriel du 5 mars 1928 (12 ramadan 1346) ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — AUCUN vin ne peut être importé, détenu ou transporté en vue de la vente, ou vendu sous la dénomination de « vin mousseux » que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en vase clos, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

Les vins mousseux vendus sans appellation d'origine ne peuvent être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant les mots « vin mousseux » en caractères très apparents, c'est-à-dire dont les dimensions soient au moins égales à la moitié de celles des caractères les plus grands figurant dans l'inscription et de même apparence typographique.

ART. 2. — Sont considérées comme licites en ce qui concerne les vins mousseux :

1° Les manipulations admises pour les vins ordinaires ;

2° Les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ;

3° La gazéification partielle ou totale par addition d'acide carbonique pur, mais à la condition que les bouteilles contenant les vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, portent la mention « vins mousseux gazéifiés », en caractères très apparents, c'est-à-dire dont les dimensions soient au moins égales à la moitié de celles des caractères les plus grands figurant dans l'inscription et de même apparence typographique.

ART. 3. — L'emploi de toute dénomination dérivée du mot « champagne » pour la désignation des vins mousseux n'ayant pas droit à ladite appellation, est interdit sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets, ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux-éclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Toutefois, la mention « méthode champenoise » peut être employée pour les vins rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles. Cette mention ne pourra être inscrite sur les étiquettes en caractères dont les dimensions soient supérieures à la moitié de celles des caractères les plus grands figurant sur ces étiquettes. L'apparence typographique devra être identique.

ART. 4. — Les vins mousseux préparés par fermentation naturelle en récipients autres que des bouteilles, ne pourront être mis en vente que dans des bouteilles revêtues d'étiquettes portant la mention « vin mousseux produit en cuve close ». Les mots « produit en cuve close » pourront être inscrits immédiatement au-dessous des mots « vin mousseux » et les caractères qui les composent devront être de dimensions au moins égales au tiers de celles des caractères les plus grands figurant dans l'inscription et de même apparence typographique.

Les inscriptions obligatoires, en aucun cas, ne peuvent être remplacées par d'autres réputées synonymes. C'est ainsi qu'aux mots « vins mousseux » ne peuvent être substitués « crémant », « grand crémant », et aux mots « vin mousseux gazéifié », « vin mousseux fantaisie ».

L'indication du degré alcoolique des « vins mousseux » vendus sans indication d'origine, n'est pas exigée.

ART. 5. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent arrêté qui entrera en vigueur dans un délai de trois mois à compter de la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 12 moharrem 1349,
(10 juin 1930).

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 juin 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 JUIN 1930
(21 moharrem 1349)

modifiant l'arrêté viziriel du 23 février 1922 (25 jourmada II 1340) portant réglementation sur les congés du personnel.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 février 1922 (25 jourmada II 1340) portant réglementation sur les congés du personnel, et les textes qui l'ont modifié ou complété, et, notamment, les arrêtés viziriels des 27 avril 1922 (28 chaabane 1340) et 4 juin 1929 (25 hija 1347) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le 2° alinéa de l'article 13 de l'arrêté viziriel susvisé du 23 février 1922 (25 jourmada II 1340), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 4 juin 1929 (25 hija 1347), est modifié ainsi qu'il suit :

« Toutefois, le fonctionnaire qui bénéficie d'un congé « administratif peut obtenir le remboursement des frais « afférents à son voyage depuis sa résidence jusqu'à

« Bordeaux ou Marseille et retour, s'il n'a obtenu cet avantage, à quelque titre que ce soit, dans le courant de l'année précédente. Il lui est, le cas échéant, également remboursé les frais afférents au voyage des membres de sa famille qui entrent en compte pour le calcul des indemnités pour charges de famille, auxquels s'ajoutent, s'il y a lieu, les filles âgées de plus de dix-huit ans et non mariées.

« En ce qui concerne les fonctionnaires qui se rendent en Algérie et en Tunisie, les frais de transport pour la partie du trajet aller et retour effectuée dans cette colonie ou ce pays de Protectorat, seront remboursés jusqu'à concurrence du prix de la réquisition de passage Oran-Marseille et retour au tarif des paquebots rapides. Le quantum en sera majoré, s'il y a lieu, pour les fonctionnaires empruntant la voie de terre, du prix du transport d'Oujda à Oran. »

ART. 2. — L'article 15 de l'arrêté viziriel précité du 23 février 1922 (25 jourmada II 1340) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 15. — Le titulaire d'un congé administratif peut en abrégier la durée et être autorisé à cumuler, jusqu'à concurrence de trois mois, la période restant à courir, avec le premier congé administratif qui lui est accordé ultérieurement. »

ART. 3. — Les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 27 avril 1922 (28 chaabane 1340) s'appliquent aux fonctionnaires titulaires d'un congé administratif donnant droit au remboursement des frais de voyage dans les conditions prévues par l'article premier ci-dessus.

ART. 4. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux congés accordés au titre de l'année 1930.

Fait à Rabat, le 21 moharrem 1349,
(19 juin 1930).

MOHAMED RONDA.

Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 juin 1930.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 14 JUIN 1930
portant modification dans l'organisation administrative
de la région militaire des confins algéro-marocains.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu les deux décrets du 3 février 1930 relatifs au commandement militaire des confins algéro-marocains ;

Vu l'arrêté n° 49 A.P., du 27 février 1930, créant une région militaire des confins algéro-marocains ;

Vu l'instruction provisoire du 17 mars 1930 sur l'organisation du commandement militaire des confins algéro-marocains ;

Sur la proposition du général, directeur général du cabinet militaire et des affaires indigènes, après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à compter du 1^{er} mai 1930, un bureau des affaires indigènes de la région à Bou Denib chargé de centraliser les affaires politiques et administratives de la région militaire des confins algéro-marocains en ce qui concerne le Maroc.

ART. 2. — L'article unique de l'arrêté n° 49 A. P., du 27 février 1930, est modifié ainsi qu'il suit :

« La région militaire des confins algéro-marocains, dont le siège est à Bou Denib, comprend, en ce qui concerne le Maroc :

« a) Un bureau des affaires indigènes de la région, comme il est prévu à l'article 1^{er} ;

« b) Le territoire du Sud, tel qu'il est défini par l'arrêté n° 48 A.P., du 27 février 1930. »

Rabat, le 14 juin 1930.

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 21 JUIN 1930
relatif à l'organisation intérieure de la direction des affaires
indigènes.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les services politiques et des forces supplétives, et les services administratifs de la direction des affaires indigènes sont placés sous l'autorité de deux sous-directeurs, chefs de service.

ART. 2. — Le sous-directeur chargé du service politique et des forces supplétives a dans ses attributions :

a) Bureau politique (centralisation de toutes les questions intéressant la politique indigène et la situation militaire du Protectorat. Organisation territoriale des régions militaires) ;

b) Bureau de l'interprétariat ;

c) Service de la presse musulmane ;

d) Section sociologique ;

e) Commandement des forces supplétives (goums mixtes et bureau de comptabilité des goums).

Le sous-directeur chef du service politique et des forces supplétives remplace le directeur des affaires indigènes en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

ART. 3. — Le sous-directeur chef des services administratifs a sous son autorité les bureaux comportant les attributions suivantes :

a) Bureau central : affaires administratives concernant la zone de contrôle militaire ;

b) Bureau des sociétés indigènes de prévoyance (organisation et fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance) ;

c) Bureau des questions berbères : questions concernant l'état social et l'administration des tribus reconnues de coutume berbère ;

d) Bureau de la justice berbère : toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des tribunaux coutumiers (préparation des textes relatifs au statut de la justice berbère, centralisation, étude et mise au point

des questions ayant trait au fonctionnement des tribunaux coutumiers, recrutement et administration du personnel, établissement du budget, contrôle et inspection).

ART. 4. — Le directeur général du cabinet militaire et des affaires indigènes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 21 juin 1930,

LUCIEN SAINT.

CIRCULAIRE

relative à la faculté de remplacer le cautionnement définitif des adjudications ou des marchés de gré à gré par une caution personnelle et solidaire à garantie limitée au montant du cautionnement définitif.

(Application du dahir du 7 mai 1930 (8 hija 1348) modifiant le dahir du 20 janvier 1917 (26 rebia I 1335) concernant les cautionnements des soumissionnaires et adjudicataires de marchés de travaux et fournitures pour le compte de l'Etat ou des municipalités.)

En raison de l'importance des cautionnements auxquels peuvent être assujettis les adjudicataires ou les titulaires de marché de gré à gré de travaux, fournitures ou transports au compte de l'Etat marocain ou des municipalités, il arrive que certains entrepreneurs éprouvent des difficultés à constituer des cautionnements en numéraire, en rentes sur l'Etat ou en valeurs du Trésor.

Afin de diminuer les charges ainsi imposées aux entrepreneurs, tout en conservant à l'administration les garanties nécessaires, il a paru possible d'adopter au Maroc un nouveau système de cautionnement personnel, analogue à celui en vigueur depuis quelque temps dans la métropole et dont le principe et les conditions de fonctionnement sont définis ci-après :

Il est essentiel d'observer au préalable :

1° Que ce système concerne uniquement les cautionnements définitifs ordinairement exigés des adjudicataires, les soumissionnaires restant assujettis comme par le passé à l'obligation de fournir un cautionnement provisoire en numéraire ou en valeurs dans les cas où celui-ci est prévu ;

2° Que l'administration se réserve, comme il sera indiqué plus loin, la faculté d'écarter ce système pour certains marchés et que, de leur côté, les adjudicataires pourront toujours s'ils le préfèrent, réaliser eux-mêmes leurs cautionnements dans la forme ordinaire.

A. — Définition du système et formes de l'autorisation donnée aux cautions. — Dans le système nouveau, l'entrepreneur est dispensé de l'obligation de déposer un cautionnement définitif, à charge par lui de fournir une caution autorisée par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances, et s'engageant personnellement et solidairement avec lui à verser au Trésor, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement définitif stipulé au cahier des charges, les sommes dont il viendrait à être reconnu débiteur envers l'Etat ou les municipalités.

Les établissements qui désirent obtenir l'autorisation de cautionner doivent formuler, sur papier timbré, leur demande au secrétaire général du Protectorat, en se conformant au modèle de la demande d'autorisation et d'engagement annexé à la présente circulaire à titre de renseignement.

L'autorisation est donnée par un arrêté du secrétaire général du Protectorat, qui fait l'objet d'une publication au *Bulletin officiel* du Protectorat. Elle pourrait, le cas échéant, être retirée suivant les mêmes formes.

B. — Nantissement déposé par la caution et puissance de cautionnement correspondante. — En vue d'éviter une diminution des sûretés que le système actuel confère à l'Etat ou aux municipalités, l'autorisation donnée aux établissements, financiers ou autres, habilités à cautionner les entrepreneurs, est subordonnée à la constitution, par chaque établissement, d'un nantissement déposé à la Caisse des dépôts et consignations et dont le montant est maintenu constamment dans le rapport du dixième au moins à l'égard du chiffre total

des engagements assumés. Un nantissement de 250.000 francs permet ainsi à l'établissement dépositaire de se porter caution pour des marchés dont le total des cautionnements définitifs ne dépasserait pas 2.500.000 francs.

Cette puissance de cautionnement se trouve, d'une part, réduite du montant des cautionnements définitifs inscrits aux devis particuliers des divers marchés cautionnés, ainsi que du décuple des prélèvements opérés sur le gage en raison des débets auxquels auraient donné lieu des marchés antérieurement cautionnés. Elle est, d'autre part, augmentée du montant des engagements précédemment assumés au titre de cautionnements dont il aurait été donné mainlevée, ainsi que du décuple des nouvelles consignations qui seraient opérées.

Un établissement autorisé ne peut être admis à cautionner le titulaire d'un nouveau marché que si sa puissance actuelle de cautionnement, calculée d'après les bases ci-dessus, égale au moins le montant du cautionnement définitif prescrit pour ledit marché.

Les intérêts des nantissements seront à la disposition des établissements déposants.

Les nantissements peuvent être restitués aux ayants droit, après complète libération, en vertu d'une décision spéciale prise par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances.

C. — Des carnets de contrôle. — Il est apparu que le moyen le plus pratique d'apporter à tout moment la justification de la capacité réelle de cautionnement d'un établissement autorisé consisterait dans la production, par celui-ci, de carnets spéciaux dits carnets de contrôle, mentionnant, au fur et à mesure qu'elles sont effectuées, les diverses opérations susceptibles d'influer sur cette capacité.

Les carnets de contrôle, conformes au modèle ci-annexé, sont fournis en blanc par les établissements autorisés. Ils leur sont rendus après que chaque folio a été coté et paraphé par le secrétaire général du Protectorat et après inscription dans la première case du carnet d'une attestation relative au chiffre du nantissement déposé par le titulaire et à la puissance de cautionnement correspondante.

Les mentions relatives aux opérations engagées ou dégagées à l'occasion des marchés cautionnés sont inscrites sur les carnets, dans la première case immédiatement libre, par les chefs de service dont dépendent les travaux ou fournitures. Elles présentent donc pour l'administration toutes garanties de sincérité et il suffit à toute occasion de se reporter au dernier chiffre de l'avoir net pour connaître la puissance de cautionnement disponible pour une opération ultérieure.

Pour permettre à chaque établissement autorisé, de traiter des affaires sur divers points de l'Empire chérifien, il lui est délivré autant de carnets qu'il a déposé de fois 50.000 francs à la Caisse des dépôts et consignations. L'avoir disponible de chaque carnet, dont le chiffre est mentionné dans la première case comme départ du compte, est fixé initialement à :

$$50.000 \times 10 = 500.000 \text{ francs.}$$

Lorsqu'un carnet est épuisé, il est remplacé par un carnet de même modèle fourni par l'établissement, coté et paraphé comme il est dit ci-dessus par les soins du secrétaire général du Protectorat qui reporte à la case 1 comme chiffre initial de l'avoir disponible, le solde figurant à la dernière case du carnet épuisé.

En vue de permettre l'identification des carnets, ceux-ci sont classés en un certain nombre de séries désignées par des lettres et correspondant respectivement à une tranche de 50.000 francs du gage déposé à la Caisse des dépôts et consignations (1).

Chaque carnet d'une même série reçoit en outre un numéro d'ordre. Un dépôt initial de 250.000 francs donne ainsi lieu à la délivrance de cinq carnets désignés respectivement :

Carnet série A, n° 1
Carnet série B, n° 1
Carnet série C, n° 1
Carnet série D, n° 1
Carnet série E, n° 1

Tout carnet qui remplace un carnet épuisé reçoit le numéro suivant dans la même série.

(1) Toutefois, le montant du gage déposé pourrait, à la demande d'un établissement, être réparti en tranches de plus ou de moins de 50.000 francs.

D. — *Dispositions nouvelles à insérer dans les marchés.* — Lorsqu'ils prévoient un cautionnement définitif, les cahiers des charges et projets de marchés, après avoir rappelé l'importance et les différents modes de réalisation du dit cautionnement applicables en l'espèce d'après la réglementation actuellement existante, doivent comporter désormais obligatoirement, sauf dans le cas visé à la fin du présent paragraphe, un article relatif au cautionnement rédigé comme suit :

« L'entrepreneur sera dispensé de déposer le cautionnement définitif si, dans les vingt jours qui suivront la notification de l'approbation du marché, il fournit une caution personnelle et solidaire choisie parmi les établissements préalablement autorisés à cet effet par arrêté du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances (1), s'engageant avec lui à verser au Trésor ou à la recette municipale intéressée jusqu'à concurrence de la valeur ci-dessus indiquée pour le cautionnement définitif, les sommes dont il pourrait être reconnu débiteur envers l'Etat ou les municipalités.

« Dans le cas où, au cours de l'exécution du marché, le secrétaire général du Protectorat viendrait à retirer l'autorisation donnée à la caution, l'entrepreneur, sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité, serait tenu, dans les vingt jours qui suivront la notification qui lui serait faite du retrait d'autorisation et la mise en demeure qui l'accompagnerait, soit de réaliser le cautionnement définitif prévu ci-dessus, soit de constituer une autre caution choisie parmi les établissements agréés. Faute par lui de ce faire, le montant de la retenue de garantie du marché serait augmenté *ipso facto* d'une somme égale au montant dudit cautionnement ; en outre, selon les circonstances, le secrétaire général du Protectorat pourrait, par application de l'article 27 du cahier des clauses et conditions générales, immédiatement ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur ou prononcer la résiliation pure et simple du marché. »

Toutefois, ces dispositions n'ont pas à être insérées dans le cahier des charges ou dans le projet de marché lorsque les services estiment, en raison des circonstances, qu'il n'est pas opportun pour l'exécution d'un marché, d'accorder au titulaire du contrat la faculté de fournir une caution s'engageant seulement dans la limite du montant du cautionnement.

Dans ce cas, qui devra rester exceptionnel, le projet de cahier des charges ou de marché de gré à gré sera accompagné d'une note faisant ressortir les motifs qui justifient la mesure ainsi prise par le service.

E. — *Conditions d'agrément de la caution pour un marché donné.* — Rôle des chefs de service. — Dans les vingt jours qui suivent l'approbation d'un marché, l'établissement autorisé qui entend en cautionner le titulaire fait parvenir, au chef de service qui a passé le marché, un des carnets dont il a été fait mention précédemment, en même temps qu'une déclaration sur timbre conforme au modèle ci-dessous :

« Le soussigné (nom et prénoms ou désignation de l'établissement) :

« Profession (ou représenté par.....) ;

« Domicile (ou adresse du siège social) ;

« Déclare me porter caution personnelle et solidaire pour X.... pour le montant du cautionnement définitif auquel est assujéti ledit X... en qualité de titulaire du marché passé avec (indiquer le service) le pour (indication des travaux, fournitures, transports), ledit cautionnement s'élevant à

« Je déclare, en outre, que le pourcentage de cette dernière somme, stipulé par moi à titre de rémunération, ne dépasse pas le maximum imposé par le Protectorat aux établissements agréés.

« Fait à, le

(Signature)

(1) La liste des établissements agréés sera donnée en renvoi au bas de la page du marché ou du cahier des charges sur laquelle figurera l'article « Cautionnement ». Les établissements y seront énumérés dans l'ordre des dates des autorisations qui leur auront été accordées.

Le maximum susvisé est actuellement fixé à 4 % par an du montant de la somme garantie. Il pourra être modifié chaque année, à partir du 1^{er} janvier 1931, par un arrêté du secrétaire général du Protectorat qui fera l'objet d'une insertion au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Le chef de service procède à un examen attentif du carnet communiqué à l'effet de vérifier, autant qu'il le peut, la sincérité des renseignements contenus dans ce document. Il s'assure, notamment, en contrôlant le numérotage des feuillets paraphés d'avance par le secrétaire général du Protectorat, qu'aucune suppression ou interpolation de feuillet n'a été opérée. Il s'assure, en outre, que la mention figurant sur la dernière case utilisée ne présente ni grattage ni rature, qu'elle est datée et signée, et qu'elle porte le timbre du service dont elle émane. Il vérifie, enfin, l'exactitude de l'opération arithmétique (somme ou différence suivant le cas) au moyen de laquelle a été obtenu le chiffre exprimant l'avoir net, actuellement disponible.

Si ce solde disponible était inférieur au montant du cautionnement définitif prévu pour le marché qu'il s'agit de cautionner ou si le carnet paraissait présenter une irrégularité quelconque, le chef de service refuserait la caution proposée et rendrait compte immédiatement au secrétaire général du Protectorat, par l'intermédiaire de son administration, des motifs de son refus. Il procéderait de même dans l'hypothèse où la déclaration de cautionnement souscrite par l'établissement ne contiendrait pas la mention susvisée relative au taux de la rémunération stipulée.

S'il résulte de l'examen, tant du carnet de contrôle que de la déclaration de cautionnement, que l'établissement pétitionnaire remplit les conditions requises pour être admis à cautionner l'adjudicataire, le chef de service inscrit, sans blanc ni rature, dans la case immédiatement utilisable du carnet, une attestation libellée suivant la formule inscrite à la case 2 du modèle de carnet ci-annexé.

Mention de l'opération est faite dans la case correspondante du répertoire placé à la fin du carnet, où le chef de service reporte l'indication sommaire du marché et le chiffre de l'avoir net restant disponible à la suite de ladite opération.

Le chef de service fait, en outre, établir sur papier libre, trois copies conformes du certificat inscrit par lui sur le carnet de contrôle, avec mention de l'avoir disponible. Chacune de ces copies reçoit l'intitulé suivant :

« Copie d'une mention inscrite dans la^e case du folio du carnet de contrôle (n° série), des cautions personnelles données par ». L'une desdites copies est immédiatement adressée à l'établissement caution par les soins du chef de service, qui lui renvoie en même temps le carnet communiqué (1). La seconde copie est conservée, dans une même liasse, avec les autres copies concernant le même établissement, dans les archives du service. La troisième est classée au dossier du marché par les soins du chef de service. Pour éviter toute confusion, les formules imprimées sur lesquelles sont établies les copies susvisées, portent en caractères très apparents, la mention « Copie à retourner à la caution », « Copie à conserver dans les archives du service », « Copie à insérer au dossier du marché ».

F. — *Procédure à suivre lors de la mainlevée du cautionnement et en cas de réduction du cautionnement au cours de l'exécution d'un marché.* — La mainlevée du cautionnement provisoire est donnée à l'adjudicataire conformément aux dispositions de l'article 8 du décret du 20 janvier 1917, c'est-à-dire par le fonctionnaire qui a présidé l'adjudication. Cette opération a lieu immédiatement après l'inscription au carnet de contrôle des mentions relatives au cautionnement définitif.

Quant à la mainlevée à donner à l'établissement après l'exécution du marché, elle donne lieu à des formalités analogues à celles décrites ci-dessus au paragraphe E. A ce moment, l'établissement qui requiert la mainlevée communique au chef de service intéressé le carnet sur lequel a été inscrite la mention relative au cautionnement dont la mainlevée est requise, ou, si ce carnet est épuisé, le carnet actuellement en cours dans la même série. Si les conditions de fait auxquelles est subordonnée, dans le régime actuel, la restitution du cautionnement se trouvent réunies dans l'espèce, l'ordon-

(1) Ces documents servent à constituer au siège de l'établissement, après qu'ils ont été enliassés, des copies du carnet de contrôle destinées à permettre à l'administration toutes vérifications utiles en cas, notamment, de perte d'un carnet.

nateur intéressé, donne mainlevée et le chef de service procède, dans les formes indiquées précédemment, à l'inscription au carnet d'une mention libellée suivant la formule de la case 3 du modèle.

Des copies conformes de cette attestation sont établies sous un intitulé identique à celui qui a été indiqué ci-dessus, pour recevoir respectivement la même destination.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution d'un marché, le chef de service intéressé vient à autoriser la réduction de la valeur indiquée à un marché pour le cautionnement définitif, il s'ensuit une réduction correspondante de l'engagement assumé par la caution qui fait l'objet, à la requête de l'établissement caution, d'une attestation conforme à celle de la case 4 du modèle de carnet, et dont il doit être également établi des copies conformes.

Rabat, le 16 juin 1930.

EIRIK LABONNE.

CIRCULAIRE DU 16 JUIN 1930

Annexe I

Modèle de demande d'autorisation et d'engagement à présenter par les établissements désirant être admis à cautionner les titulaires des marchés de l'Etat marocain ou des municipalités.

Je soussigné (nom, prénom ou désignation de l'établissement),

Profession (ou représenté à l'effet des présentes par) (1) ;

Domicile (ou adresse du siège social).

Après avoir pris connaissance de la circulaire du secrétaire général du Protectorat, en date du 16 juin 1930, aux prescriptions de laquelle je m'engage à me conformer en tout ce qui peut me concerner ; demande à M. le secrétaire général du Protectorat à être autorisé (ou que l'établissement ci-dessus indiqué soit autorisé) à me porter caution personnelle et solidaire (ou à se porter caution personnelle et solidaire) des titulaires de tous marchés de l'Etat marocain ou des municipalités qui seront jugés par lui susceptibles d'être ainsi cautionnés.

Il est entendu que, pour chacun de ces marchés, ce cautionnement garantira le montant des débits dont l'entrepreneur cautionné deviendrait redevable envers l'Etat marocain ou les municipalités à l'occasion du marché, dans la limite du cautionnement définitif inscrit au marché.

Au cas où l'autorisation ainsi demandée (et qui pourrait m'être refusée par M. le secrétaire général du Protectorat sans qu'il ait à m'en faire connaître les motifs) me serait accordée, le présent engagement comportera les conditions suivantes :

1° Dans le délai d'un mois, à partir de la notification qui me sera faite par M. le secrétaire général du Protectorat, de l'autorisation qu'il m'aura accordée, je déposerai en gage, à la Caisse des dépôts et consignations, une valeur de 250.000 francs constituée soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat français et valeurs du Trésor français au porteur, en valeurs sur l'Etat français nominatives ou mixtes, en valeurs du Trésor français transmissibles par voie d'endossement et endossées en blanc. Cette somme sera exclusivement affectée à la garantie du présent engagement et à celle du paiement des débits envers l'Etat marocain ou les municipalités ci-dessus spécifiés.

Le total des cautionnements définitifs stipulés aux marchés dont je pourrai cautionner les titulaires, sans augmenter le gage ainsi défini ne pourra excéder 2.500.000 francs. Au cas où par la suite ce chiffre viendrait à être dépassé, j'effectuerai sans délai une nouvelle consignation de 50.000 francs, qui serait elle-même augmentée, en cas de besoin, par versements successifs de 50.000 francs, dont chacun donnera lieu à la délivrance à mon profit d'un carnet de contrôle dans les conditions prévues par la circulaire susvisée, de manière que la somme consignée soit toujours maintenue au minimum dans le rapport du dixième à l'égard du montant total des cautionnements définitifs des marchés par moi cautionnés.

(1) Nom et prénom, qualité du représentant spécialement désigné pour son mandataire, suivant délibération ci-jointe du conseil d'administration dudit établissement en date du

Je remettrai à M. le secrétaire général du Protectorat, qui me les retournera quand mon engagement aura pris fin, les récépissés constatant les diverses consignations que j'aurai ainsi effectuées ;

2° Je m'engage à verser entre les mains des représentants de l'administration régulièrement habilités à cet effet, le montant des débits concernant les titulaires des marchés que j'aurai cautionnés, après que le montant en aura été liquidé selon la procédure réglementaire.

Faute par moi d'effectuer ce versement dans un délai de quinze jours, à compter de la notification qui m'aura été faite des débits, le montant de ceux-ci sera prélevé sur le gage consigné, qui sera soumis aux prescriptions des articles 3, 4, 5, 7, 9 et 11 du dahir du 20 janvier 1917, modifié par le dahir du 7 mai 1930, concernant les cautionnements définitifs auxquels ce gage est assimilé et qu'il est destiné à remplacer.

Dans l'hypothèse d'un prélèvement, je m'engage à communiquer à l'administration, sur sa demande, en vue de l'inscription d'une mention correspondante audit prélèvement, le carnet de contrôle en circulation appartenant à la série ouverte à la suite de la consignation sur laquelle aura été pratiquée la saisie-arrêt.

Je remplacerai, par de nouvelles consignations, le montant des sommes prélevées dans le délai d'un mois à dater du jour de la notification de ce prélèvement ;

3° Dans mes contrats de cautionnement, je m'engage à ne prélever au maximum, pour me couvrir de mes frais, soins et risques, qu'un pourcentage égal à 4 % par an du montant du cautionnement définitif.

Il est entendu que ce maximum restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1930.

A partir de cette date, il pourra être revisé chaque année, soit à ma requête, soit à celle du secrétaire général du Protectorat, au cas où le taux des prêts consentis par la Caisse des prêts immobiliers du Maroc, tel qu'il a été fixé à la date du présent engagement aurait été modifié en plus ou en moins au cours de la période précédente, mais seulement dans le cas où la fluctuation moyenne de ce taux, pendant la période considérée, serait d'au moins un franc. Le pourcentage ci-dessus défini serait alors majoré ou réduit, suivant le cas, d'une valeur égale à la moitié de la variation moyenne du taux des prêts, étant admis que le pourcentage de 4 % correspond à un taux d'intérêt de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc de 8 % ;

4° Chaque année avant le 15 février, j'adresserai à M. le secrétaire général du Protectorat le relevé de toutes les opérations effectuées dans le courant de l'année précédente et susceptibles de modifier ma puissance de cautionnement telle qu'elle est définie par la circulaire du 16 juin 1930.

Je m'engage, en outre, à communiquer à toute époque à l'administration, sur la demande qu'elle m'adresserait à cet effet, les carnets et copies des carnets de contrôle et tous autres documents dont elle jugera la production utile à l'effet de contrôler lesdites opérations ;

5° Le présent contrat, sera régi indépendamment des dispositions ci-dessus indiquées du dahir du 20 janvier 1917, par celles des titres X et XI du livre II du dahir formant code des obligations et contrats, et par celles du titre VIII du dahir du 2 juin 1915 fixant la législation applicable aux immeubles immatriculés. Je me conformerai, en outre, à toute époque aux instructions en vigueur tant à la Caisse des dépôts et consignations que dans l'administration du Protectorat ;

6° D'une manière générale et en raison notamment des conditions mêmes dans lesquelles le dahir du 7 mai 1930 modifiant le dahir du 20 janvier 1917, prévoit l'admission des cautions personnelles et solidaires, l'autorisation pourra, à tout moment, m'être retirée pour l'avenir par M. le secrétaire général du Protectorat, après consultation du directeur général des finances, sans qu'il m'en soit donné les motifs.

J'aurai droit alors au remboursement de la partie du gage qui excédera le dixième du total des cautionnements définitifs stipulés aux marchés dont les titulaires, resteront par moi cautionnés, sans que la somme consignée puisse, de ce fait, être réduite à un chiffre inférieur à 250.000 francs. Il en sera de même à toute époque, au cas où je renoncerais pour l'avenir au bénéfice de mon autorisation ;

7° Je serai tenu, mais seulement en ce qui concerne mes rapports avec les services locaux, leurs notifications et les actions qu'ils auraient à exercer aux mêmes élections de domicile que celles

imposées aux titulaires de marchés que j'aurai cautionnés, au regard de l'administration mon domicile restant fixé à l'adresse ci-dessus désignée ;

8° Pour toutes les actions contentieuses et toutes les opérations auxquelles pourra donner lieu l'exécution du présent engagement, je déclare prendre par avance, vis-à-vis de l'Etat marocain ou des municipalités, à l'occasion de chacun des marchés dont je cautionnerai les titulaires, la situation d'entrepreneur. En particulier, mes rapports avec l'administration seront soumis aux mêmes règles que celles applicables aux titulaires de marchés d'après leur contrat et le cahier des charges et conditions générales du 15 mars 1918.

Les litiges dans lesquels l'Etat ou les municipalités seraient engagés, par application du présent engagement pourront être, si l'administration y a été dûment autorisée, soumis à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le chapitre XV du dahir sur la procédure civile. ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée ;

9° Les frais de timbre et éventuellement d'enregistrement auxquels donnera lieu le présent engagement seront supportés par moi. Je m'engage, en outre, à fournir à l'administration les imprimés nécessaires à l'établissement soit des carnets de contrôle, soit des copies prévues au paragraphe E de la circulaire du 16 juin 1930.

(A écrire de la main du signataire) :

Le présent contrat stipulant le dépôt d'un gage de francs, fait et arrêté à le (Signature).

CIRCULAIRE DU 16 JUNE 1930

Annexe II

RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Secrétariat général du Protectorat

Carnet de contrôle (1) des cautions personnelles de marchés données par

rue, n°, à

Autorisé par le secrétaire général du Protectorat, le

(Bulletin officiel du Protectorat du))

Carnet, série, n°

(1) Carnet comprenant 32 pages du format 250 m/m x 160 m/m.

CIRCULAIRE DU 16 JUNE 1930

CASE N° 1

CONSTATATION DES OPÉRATIONS	SOMME EN CHIFFRES
	FRANCS
Le récépissé n°, délivré par la Caisse des dépôts et consignations, constatant le versement d'une somme de cinquante mille francs par à rue en garantie des engagements contractés par (1)	
Cet établissement est habilité à se porter caution personnelle et solidaire pour un montant global de cinq cent mille francs.	
Certifié par le secrétaire général du Protectorat. A Rabat, le 193.. (Signature et timbre).	500.000
(1) Lui ou elle.	

CASE N° 2

CONSTATATION DES OPÉRATIONS	SOMMES EN CHIFFRES
	FRANCS
Avoir net.....	500.000
Je, soussigné (nom, qualité du chef de service et adresse du service), certifie que N. s'est porté caution personnelle et solidaire pour X., en qualité de titulaire du marché pour la fourniture de ou pour la construction de, suivant adjudication (ou marché de gré à gré) du 29 octobre 1929 (1 ^{er} et 2 ^e lots), ledit cautionnement s'élevant à :	
Pour le 1 ^{er} lot 20.000 francs ;	
Pour le 2 ^e lot 33.000 —	
Ensemble 53.000 —	53.000
A, le 193..	
Le chef de service, (Signature et timbre)	
Avoir net à reporter.....	447.000

CASE N° 3

Report de l'avoir net.....	447.000
Je, soussigné (nom, qualité du chef de service et adresse du service), certifie que les travaux exécutés par X entrepreneur du 1 ^{er} lot de fournitures de (ou des travaux de construction de), suivant adjudication (ou marché de gré à gré) du 29 octobre 1929 sont terminés et ont été reçus définitivement suivant procès-verbal dressé par le et, en conséquence que N. est libéré de la caution qu'il a constituée le, sous le n° 2 du carnet de contrôle, série A, n° 1, à concurrence de la somme de	
A, le 193..	20.000
Le chef de service, (Signature et timbre)	
Avoir net à reporter.....	467.000

CASE N° 4

Report de l'avoir net.....	467.000
Je, soussigné (nom et qualité du chef de service et adresse du service), certifie que, par décision du M. (désigner le chef de service intéressé) ayant réduit de 33.000 à 15.000 francs la valeur de l'engagement à maintenir par la caution personnelle et solidaire de X entrepreneur du 2 ^e lot de fournitures de (ou de travaux de construction à), suivant adjudication (ou marché de gré à gré) du, n°, est libéré du surplus des engagements qu'à ce titre il a contractés envers (désigner le service intéressé) à concurrence d'une somme de dix-huit mille francs.	
A, le 193..	18.000
Le chef de service, (Signature et timbre)	
Avoir net.....	485.000

CIRCULAIRE DU 16 JUIN 1930

Répertoire des opérations constatées par le présent carnet de contrôle

NUMÉRO de la case	DÉSIGNATION SOMMAIRE du marché	AVOIR NET DISPONIBLE (1)	SIGNATURE DU CHEF DE SERVICE	NUMÉRO de la case	DÉSIGNATION SOMMAIRE du marché	AVOIR NET DISPONIBLE (1)	SIGNATURE DU CHEF DE SERVICE
1		500.000	Le secrétaire général du Pro'ectorat	31			
2	Marché X	447.000	Signature du chef de service	32			
3	Marché X	467.000	id.	33			
4	Marché X	485.000	id.	34			
5	Marché X			35			
6				36			
7				37			
8				38			
9				39			
10				40			
11				41			
12				42			
13				43			
14				44			
15				45			
16				46			
17				47			
18				48			
19				49			
20				50			
21				51			
22				52			
23				53			
24				54			
25				55			
26				56			
27				57			
28				58			
29				59			
30				60			

(1) Il s'agit de l'avoir net restant disponible après l'opération constatée dans la case dont il s'agit.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête en vue de la modification de la constitution de l'Association syndicale agricole pour l'assainissement du lotissement maraîcher de Kénitra.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 juin 1924 et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ;

Vu l'arrêté du 18 mars 1926 portant constitution de l'association syndicale agricole privilégiée pour l'assainissement du lotissement maraîcher de Kénitra ;

Vu le projet dressé en vue de la modification à apporter à la constitution de l'association susvisée,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de trente jours à compter du 23 juin 1930 est ouverte dans la circonscription de contrôle civil de Kénitra sur le projet de modification à apporter à la constitution de l'association syndicale agricole pour l'assainissement du lotissement maraîcher de Kénitra.

Les pièces du projet seront déposées au bureau du contrôle civil de Kénitra pour y être tenues, aux heures d'ouverture, à la disposition des intéressés.

ART. 2. — Tous les propriétaires de lots ou de parcelles de lots du lotissement maraîcher de Kénitra dans la partie inférieure du lotissement située en aval de la route de Mehedy, font partie obligatoirement de la nouvelle association. Ils sont invités à se présenter au contrôle civil de Kénitra, afin de rappeler leurs droits, dans le délai d'un mois. Tous les autres propriétaires intéressés par la modification de l'association sont invités à se faire connaître et à déposer leurs titres au bureau du contrôle civil de Kénitra dans le délai d'un mois à dater de l'ouverture de l'enquête.

ART. 3. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe affichés tant aux bureaux du contrôle civil que dans ceux des services municipaux de Kénitra.

ART. 4. — A l'expiration de l'enquête le registre destiné à recevoir les observations des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous les autres intéressés, sera clos et signé par le contrôleur civil de la circonscription de Kénitra.

ART. 5. — Le contrôleur civil, chef de la circonscription de Kénitra provoquera la commission prévue par l'article 1^{er} de l'arrêté viziriel du 20 juin 1924, et fera publier l'avis des opérations de celle-ci. Cette commission procédera aux opérations prescrites et rédigera le procès-verbal de ces opérations.

ART. 6. — Le contrôleur civil, chef de la circonscription de Kénitra adressera le dossier du projet soumis à l'enquête au directeur général des travaux publics, après l'avoir complété par le procès-verbal de la commission d'enquête et y avoir joint son avis.

Rabat, le 15 juin 1930.

JOYANT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur un projet de constitution d'une association syndicale agricole pour l'assainissement du centre de Skirat.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 juin 1924 et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ;

Vu le projet dressé en vue de la constitution d'une association syndicale agricole privilégiée pour l'assainissement du centre de Skirat, comprenant :

- a) Un projet d'acte d'association syndicale ;
- b) Un plan périmétral ;
- c) Un état parcellaire,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de trente jours à compter du 7 juillet 1930 est ouverte dans la circonscription de contrôle civil de Rabat-banlieue, sur le projet de constitution d'une association syndicale agricole privilégiée pour l'assainissement du centre de Skirat.

ART. 2. — Tous les propriétaires, portés sur l'état parcellaire joint au dossier, font partie obligatoirement de l'association syndicale. Ils sont invités à se présenter au contrôle civil de Rabat-banlieue, afin de déposer leurs titres dans le délai d'un mois. Tous les autres propriétaires intéressés par la constitution de l'association sont invités à se faire connaître et à déposer leurs titres au bureau de contrôle civil de Rabat-banlieue, dans le délai d'un mois à dater de l'ouverture de l'enquête.

ART. 3. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe, affichés tant aux bureaux du contrôle civil de Rabat-banlieue qu'à ceux de la région de Rabat.

ART. 4. — A l'expiration de l'enquête, le registre destiné à recevoir les observations, soit des propriétaires compris dans le périmètre syndical, soit de tous les autres intéressés, sera clos et signé par le contrôleur civil, chef de la circonscription de contrôle civil de Rabat-banlieue.

ART. 5. — Le contrôleur civil, chef de la circonscription de contrôle civil de Rabat-banlieue, provoquera la réunion de la commission dont il est question à l'article 1^{er}, 6^e alinéa de l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 et fera publier l'avis des opérations de celle-ci. Cette commission procédera aux opérations prescrites et rédigera le procès-verbal de ces opérations.

ART. 6. — Le contrôleur civil, chef de la circonscription de contrôle civil de Rabat-banlieue, adressera le dossier du projet soumis à l'enquête, au directeur général des travaux publics, après l'avoir complété par le procès-verbal de la commission d'enquête et y avoir joint son avis.

Rabat, le 20 juin 1930,

JOYANT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant limitation de la circulation sur les chemins de colonisation et sur diverses pistes de la circonscription des Doukkala.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 16, 17 et 19 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Sud, après avis du contrôleur civil, chef de la circonscription des Doukkala,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La circulation demeure interdite jusqu'à nouvel ordre :

- a) Aux charrettes à 2 roues attelées de plus de trois colliers ;
- b) Aux charrettes à 4 roues attelées de plus de quatre colliers ;
- c) Aux tracteurs et camions automobiles dont le poids portant sur un essieu (chargement et poids des véhicules compris) est supérieur à trois tonnes pour les essieux munis de bandages simples, et à quatre tonnes huit cents pour les essieux munis de doubles bandages,

Sur les chemins de colonisation ci-après :

1° Chemin de colonisation des Oulad Amrane (entre les P.K. 0.000 et 31.000) ;

2° Chemin de colonisation de la Ghaba des Chiadma ;

Sur les pistes ci-après :

- 1° Piste n° 17, de Qualidia au Khemîs des Zemmamra ;
 2° Piste n° 21, du P.K. 18,400 de la route n° 9 au cap Blanc par le souk Sebte des Oulad Douïb (entre la route et ce souk sur la partie aménagée) ;
 3° Piste n° 8, du P.K. 14,000 de la route n° 11 au souk Sebte de Saïss ;
 4° Piste n° 6, du P.K. 53,800 de la route n° 9 au souk El Djemâa des Beni Hellal ;
 5° Piste Mortéo n° 22, de Bir Djedid Saint-Hubert à la mer.

Rabat, le 11 juin 1930.

JOYANT.

CRÉATION D'EMPLOI

Par arrêté résidentiel en date du 21 juin 1930, il est créé à la direction des affaires indigènes un emploi de sous-directeur, chef des services administratifs.

**MOUVEMENTS DE PERSONNEL
DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT**

Par décrets du Président de la République en date du 18 mai 1930, et par application de la loi du 9 décembre 1927 accordant des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires anciens combattants :

M. DESNOTTES, contrôleur civil de 4^e classe du 1^{er} février 1928, est reclassé contrôleur civil de 4^e classe, à compter du 2 septembre 1925 ;

M. COLIAC, contrôleur civil de 4^e classe du 1^{er} août 1928, est reclassé contrôleur civil de 4^e classe, à compter du 23 septembre 1925 ;

M. ABBADIE, contrôleur civil de 4^e classe du 1^{er} août 1928, est reclassé contrôleur civil de 4^e classe, à compter du 21 janvier 1926 ;

MM. DESNOTTES et ABBADIE, contrôleurs civils de 4^e classe, sont promus contrôleurs civils de 3^e classe, à compter du 1^{er} août 1929 ;

M. AGIER, contrôleur civil suppléant de 1^{re} classe, est reclassé au 1^{er} juillet 1927 contrôleur civil suppléant de 1^{re} classe, avec ancienneté du 3 octobre 1923 ;

M. ESTÈVE, contrôleur civil suppléant de 2^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 2^e classe, à compter du 15 mai 1928 ;

M. HUSSON, contrôleur civil suppléant de 2^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 2^e classe, à compter du 28 avril 1928.

* *

Par décret du Président de la République en date du 21 mai 1930, et par application des lois du 17 avril 1924 et du 9 décembre 1927, M. MATTE Marcel, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé au 1^{er} juillet 1927 contrôleur civil suppléant de 3^e classe, avec ancienneté du 2 mars 1925.

* *

Par décret du Président de la République en date du 12 février 1930, et par application des lois du 17 avril 1924 et du 9 décembre 1927, M. COUZINET Paul, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé au 1^{er} juillet 1927 contrôleur civil suppléant de 3^e classe, avec ancienneté du 16 juin 1922.

* *

Par décret du Président de la République en date du 18 mai 1930, et par application de la loi du 17 avril 1924 :

MM. MIRANDE Raymond et CORICON Jacques, contrôleurs civils suppléants de 3^e classe, sont reclassés contrôleurs civils suppléants de 3^e classe, à compter du 29 juillet 1927 ;

M. MARIN Olivier, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 3^e classe, à compter du 9 février 1926, et promu contrôleur civil suppléant de 2^e classe à compter du 1^{er} août 1929 ;

M. BESSIERE Paul, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 3^e classe, à compter du 14 novembre 1926 ;

M. TROUVE André, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 3^e classe, à compter du 20 novembre 1927 ;

M. BOIS Jacques, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 3^e classe, à compter du 25 juillet 1928 ;

M. VOUTTIER Paul, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 3^e classe, à compter du 28 janvier 1928 ;

M. SURUGUE Pierre, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, est reclassé contrôleur civil suppléant de 3^e classe, à compter du 3 février 1928.

* *

Par décret du Président de la République en date du 21 mai 1930, sont promus dans la hiérarchie du contrôle civil au Maroc :

Contrôleur civil de 1^{re} classe

M. HALMAGRAND Maurice, contrôleur civil de 2^e classe, à compter du 1^{er} février 1930.

Contrôleur civil de 3^e classe

M. COLIAC Armand, contrôleur civil de 4^e classe, à compter du 1^{er} février 1930.

Contrôleur civil de 4^e classe

M. ANDRE Auguste, contrôleur civil suppléant de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} février 1930 ;

M. de VILLARS Jean, contrôleur civil suppléant de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} mars 1930.

Contrôleurs civils suppléants de 3^e classe

M. BESSIERE Paul, contrôleur civil stagiaire, à compter du 14 novembre 1929 ;

MM. TROUVE André, BOIS Jacques, VOUTTIER Paul, MATTE Marcel, SURUGUE Pierre, DELORME Henri, contrôleurs civils stagiaires, à compter du 18 janvier 1930.

* *

Par décret du Président de la République en date du 22 mars 1930 :

M. CHARRIER Joseph, contrôleur civil de classe exceptionnelle, atteint par la limite d'âge, est rayé des cadres du corps du contrôle civil, à compter du 1^{er} mars 1930.

M. CHARRIER Joseph est nommé contrôleur civil honoraire.

* *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 18 juin 1930, M. BARJOT Jean, commis auxiliaire à l'Office des mutilés et anciens combattants, admis au concours du 7 avril 1930, est nommé commis stagiaire du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, à compter du 1^{er} mai 1930.

* *

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 5 juin 1930, M. LELOUP Auguste-Victor, contrôleur principal hors classe des impôts et contributions, est promu inspecteur de 1^{re} classe (2^e échelon), avec ancienneté du 1^{er} janvier 1928.

Par le même arrêté : M. LELOUP Auguste-Victor, inspecteur de 1^{re} classe (2^e échelon) des impôts et contributions, est promu inspecteur principal de 2^e classe, à compter du 16 avril 1930.

* *

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 14 mai 1930, M. PAYAN Louis, ingénieur subdivisionnaire des travaux publics de 2^e classe, est nommé ingénieur principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} juin 1930, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1930.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 27 mai 1930, M. HÉBERT Gaston, inspecteur adjoint stagiaire d'horticulture, est nommé inspecteur adjoint de 5^e classe, à compter du 16 mai 1930.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 27 mai 1930, M. PICOT Georges, inspecteur adjoint stagiaire de l'agriculture, est nommé inspecteur adjoint de 5^e classe, à compter du 24 février 1930.

* * *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 2 juin 1930, M. HASSAN DAOUDI, mouderrès auxiliaire au collège Moulay Idriss, à Fès, est nommé mouderrès stagiaire, à compter du 1^{er} mai 1930.

* * *

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 28 mai 1930, M. MARTIN de MORESTEL Albert-Eugène, commis auxiliaire au tribunal de paix de Mazagan, est nommé commis stagiaire au même tribunal, à compter du 1^{er} juin 1930.

* * *

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 10 juin 1930, sont promus :

(à compter du 1^{er} juillet 1930)

Commis-greffier principal de 1^{re} classe

M. MESSICA, commis-greffier principal de 2^e classe au tribunal de première instance de Casablanca.

Commis-greffiers principaux de 3^e classe

M. MAS, commis-greffier de 1^{re} classe au tribunal de première instance d'Oujda ;

M. PHILIP, commis-greffier de 1^{re} classe au tribunal de première instance de Fès.

Commis de 1^{re} classe

M. GRANOTTIER, commis de 2^e classe au tribunal de paix de Marrakech.

(à compter du 1^{er} août 1930).

Secrétaire-greffier de 3^e classe

M. CHAMBOUNAUD, secrétaire-greffier de 4^e classe au tribunal de première instance de Casablanca.

Commis-greffier de 1^{re} classe

M. LARROQUE, commis-greffier de 2^e classe au secrétariat de la première présidence de la cour d'appel de Rabat.

Commis principal de 1^{re} classe

M. FONTAINE, commis principal de 2^e classe au secrétariat de la première présidence de la cour d'appel de Rabat.

* * *

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, en date du 12 juin 1930 :

M. LÉPÉE Lucien, commis de trésorerie de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M. COUILLARD André, commis de trésorerie de 2^e classe, est promu à la 1^{re} de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M. PORTAFAX Louis, commis de trésorerie de 1^{re} classe, est promu commis principal de 3^e classe, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M. RIVAULT Marcel, receveur particulier du Trésor de 1^{re} classe, est promu receveur particulier du Trésor hors classe (1^{er} échelon), à compter du 1^{er} juin 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 12 mai 1930 :

M. MERIGOT Joseph, sous-chef de bureau de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 avril 1930 ;

M. MONDOLONI Mathieu, sous-chef de bureau de 1^{re} classe, est promu à la hors classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M. LAYÈRE François, receveur de 3^e classe (2^e échelon), est promu au 1^{er} échelon de son grade, à compter du 21 avril 1930 ;

M. BOUVET Louis, receveur de 4^e classe (2^e échelon), est promu au 1^{er} échelon de son grade, à compter du 11 avril 1930 ;

M. MILHAU, receveur de 4^e classe (1^{er} échelon), est promu à la classe personnelle de son grade, à compter du 26 avril 1930 ;

M. COLOMBANI Don Pierre, receveur de 4^e classe (1^{er} échelon), est promu à la classe personnelle de son grade, à compter du 11 mai 1930 ;

M. MARIAT André, receveur de 4^e classe (2^e échelon), est promu au 1^{er} échelon de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M. LE CONAS Gaston, chef de station de 4^e classe (1^{er} échelon), est promu à la classe personnelle de son grade, à compter du 26 juin 1930 ;

M. SARDA Sébastien, receveur de 6^e classe (3^e échelon), est promu au 2^e échelon de son grade, à compter du 26 juin 1930 ;

M^{me} BARRIER Marguerite, dame employée des services administratifs de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1930 ;

M^{me} CLAVERIE Blanche, dame employée des services administratifs de 7^e classe, est promue à la 6^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1930 ;

M^{me} PLA Yvonne, dame employée de 5^e classe, est promue à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1930 ;

M^{me} BALEYTE Berthe, dame employée de 5^e classe, est promue à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1930 ;

M^{me} FAIVRE Rose, dame employée de 3^e classe, est promue à la 2^e classe de son grade, à compter du 16 avril 1930 ;

M^{lle} PERRUCHÉ Marie-Louise, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 avril 1930 ;

M^{me} SAGON Jeanne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 21 avril 1930 ;

M^{me} ESTÈBE Odette, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 26 avril 1930 ;

M^{lle} LEPOIX Simone, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 26 avril 1930 ;

M^{me} BROUCHET Marie, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} BUENDIA Denise, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{me} CLAQUIN Anna, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} CLÉMENT Idylle, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} FILIPPI Marie, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} GARDEY Hélène, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} MOURIER Violette, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} PELLICINI Rosette, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{me} PIETRI Marguerite, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{me} COINDOZ Lucienne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} SERRES Odette, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{lle} TADDEI Adrienne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;

M^{me} BOULE Philomène, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M^{me} CHAILLAN Jeanne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M^{lle} MOURET Lucienne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M^{lle} PEREZ Joséphine, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M^{me} VILLACÈCES Noëlle, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M^{me} POLI Antoline, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 26 juin 1930 ;

M^{lle} RUBIO Alice, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 26 juin 1930.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 16 avril 1930 :

M. MÉTIVIER Georges, inspecteur principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon), est promu au 2^e échelon de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;

M. PONTY Georges, inspecteur principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon), est promu au 2^e échelon de son grade, à compter du 1^{er} février 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 25 avril 1930 :

M. JULLON Armand, rédacteur de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1930 ;

M. TILLY Albert, rédacteur de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 mars 1930 ;

M. BUREL Ludovic, contrôleur de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 21 février 1930 ;

M. BIANC Jean-Marie, contrôleur de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;

M. SAN MARTINO Ange, receveur de 4^e classe (3^e échelon), est promu au 2^e échelon de son grade, à compter du 6 février 1930 ;

M. RETROUVEY Georges, receveur de 4^e classe (2^e échelon), est promu au 1^{er} échelon de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;

M. LEPAROUX Pierre, receveur de 5^e classe (4^e échelon), est promu au 3^e échelon de son grade, à compter du 26 février 1930 ;

M^{me} LANDRY Marie, dame employée des services administratifs de 3^e classe, est promue à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1930 ;

M^{me} PICOT Georgette, dame employée des services administratifs de 3^e classe, est promue à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1930 ;

M^{me} LAFON Jeanne, dame employée des services administratifs de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 29 avril 1930 :

M. FARGIS Joseph, commis principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. COTONI Toussaint, commis principal de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. SERRERO Emile, commis principal de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. PASQUEREAU Robert, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. LOUVET Charles, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. QUESADA Joseph, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. LEBRETON François, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. BONNOIT Paul, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. SOLÈRE Raoul, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. LAZARE Pierre, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. AMARA Zénati, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. DEROBLES Louis, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. LAMOULIE Albert, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. MUNOZ Joseph, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. NEZRY Mimoun, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. HOCHMUTH Yves, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 6 janvier 1930 ;

M. BRUDIEU Marcel, commis de 6^e classe, est promu à la 5^e classe de son grade, à compter du 6 janvier 1930 ;

M. PAINDAVOINE Marcel, commis principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 janvier 1930 ;

M. PENNACHIONI Ange, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 16 janvier 1930 ;

M. JONDOT Charles, commis de 6^e classe, est promu à la 5^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;

M. GIRAUD Yoland, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;

M. LE PERCHEC François, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;

M. MARTIN Roger, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 21 janvier 1930 ;

M. CHARBIT Ichoua, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 26 janvier 1930 ;

M. RIVE Norbert, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 26 janvier 1930 ;

M. VIELJEU Marcel, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 26 janvier 1930 ;

M. SOULOUMIAC Cauille, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 6 février 1930 ;

M. HERMITTE Victor, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 6 février 1930 ;

M. CAPARROS Joseph, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 6 février 1930 ;

M. MATHERON Adolphe, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 6 février 1930 ;

M. BÉRANGER Louis, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 11 février 1930 ;

M. VANNIER Paul, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 février 1930 ;

M. ERICOT Noël, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;

M. BEN HAMOU Isaac, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 21 février 1930 ;

M. GRAS Sylvestre, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 21 février 1930 ;

M. QUINCY Edouard, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 21 février 1930 ;

M. PELLECAT Paul, commis principal de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 26 février 1930 ;

M. SALSAS Jean, commis principal de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 26 février 1930 ;

M. DURAND Pierre, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 26 février 1930 ;

M. RABINEAU Paul, commis principal de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. CHABERT Félix, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. COUSTY Henri, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. GREGOIRE Raymond, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. LUCCHINI Simon, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. PONDECLAA Pierre, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. SOURROUBILLE Marcel, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1930 ;

M. LATIL Jean, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 6 mars 1930 ;

M. CALVET Antoine, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 6 mars 1930 ;

M. CORNET Pierre, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;

M. LE SERBON Jean, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;

M. ROS Vincent, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;

M. VAGNERON Georges, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;

M. MAILLEBAU Lucien, commis de 6^e classe, est promu à la 5^e classe de son grade, à compter du 16 mars 1930 ;

M. ROCA Hoche, commis de 6^e classe, est promu à la 5^e classe de son grade, à compter du 16 mars 1930 ;

M. SUIRE Jean, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 mars 1930 ;

M. BOURSIER Georges, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 21 mars 1930 ;

M. PALANQUE René, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 21 mars 1930 ;
 M^{me} GUIGON Marcelle, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;
 M^{me} PERRIN Marguerite, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;
 M^{me} MELIN Suzanne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade à compter du 1^{er} janvier 1930 ;
 M^{me} BLANCHET Marcelle, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} BRUDIEU Edmonde, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} BRULEY Rose, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} CARISIO Gabrielle, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} COUDERC Paule, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} MASSA Jeanne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} O'GUER Julia, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} PINGEON Elise, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} SUSINI Julie, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 janvier 1930 ;
 M^{me} CHENARD Germaine, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1930 ;
 M^{me} VIDAL Lucienne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1930 ;
 M^{me} PRATCUMIAU Bertrande, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 6 février 1930 ;
 M^{me} BOZZI Anne, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} CARIBO Angèle, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} GUEDJ Goumara, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} GUIRAUD Andrée, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} HUMBERT Ida, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} QUINT Marcelle, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} TOMASI Antonia, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} WAGON Marguerite, dame employée de 8^e classe, est promue à la 7^e classe de son grade, à compter du 16 février 1930 ;
 M^{me} PICARD Marguerite, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 26 février 1930 ;
 M^{me} GEORGES Marie, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 11 mars 1930 ;
 M^{me} FERRE Camille, dame employée de 4^e classe, est promue à la 3^e classe de son grade, à compter du 16 mars 1930.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 7 mai 1930 :

M. COHEN Moïse, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1930 ;
 M. GABRIEL Georges, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} avril 1930 ;
 M. LAMBERT Claude, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} avril 1930 ;
 M. QUILICHINI J.-B. commis principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 6 avril 1930 ;
 M. AITODIA Mohamed, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 6 avril 1930 ;
 M. PELAT Georges, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 6 avril 1930 ;
 M. TAIB Charles, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 6 avril 1930 ;
 M. BARNAY Henri, commis principal de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 11 avril 1930 ;
 M. DUPRAT Pierre, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 avril 1930 ;

M. SABATY Maxime, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 11 avril 1930 ;
 M. NOE René, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 16 avril 1930 ;
 M. SCHLOSSER Edmond, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 16 avril 1930 ;
 M. KALFON Sadia, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 6 mai 1930 ;
 M. VALLET Arnold, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 6 mai 1930 ;
 M. ETTORI Paul, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 6 mai 1930 ;
 M. RIQUIER Léon, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 mai 1930 ;
 M. THEMINES Roger, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 mai 1930 ;
 M. FERRIER Marcel, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;
 M. GIRY Raymond, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;
 M. GRULLET Gaston, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 16 mai 1930 ;
 M. UNIA Marius, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 16 mai 1930 ;
 M. SAUVAITRE Marcel, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 21 mai 1930 ;
 M. CECCALDI Jean, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 26 mai 1930 ;
 M. DURAND Pierre-François, commis principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 26 mai 1930 ;
 M. ESCALIER Maurice, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 26 mai 1930 ;
 M. BARTOLI Jean, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;
 M. BENNACEF Mohamed, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930 ;
 M. ORMIERES Lucien, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 4^e classe, à compter du 1^{er} juin 1930 ;
 M. GIRAUDEL Gaston, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 6 juin 1930 ;
 M. MORIN Fernand, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 6 juin 1930 ;
 M. FERRAN Baptiste, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. BAUBY Gustave, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. HEITZ Frédéric, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. PALLAS Bernard, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. TEBOUL Moïse, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. URBAN Philippe, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. VIDAL Jean, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 11 juin 1930 ;
 M. COUZY Antoine, commis principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 16 juin 1930 ;
 M. COMOLE Georges, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 16 juin 1930 ;
 M. LUCCHINI Joseph, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 21 juin 1930 ;
 M. CANAGUIER Léonce, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 26 juin 1930 ;
 M. MARIO Antoine, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 26 juin 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 7 mai 1930 :

M. LESTERPS Jean-Baptiste-Maurice est nommé facteur de 9^e classe à Marrakech-Guéliz, à compter du 16 avril 1930 (emploi réservé) ;
 M. DUMAS Marcel est nommé facteur de 9^e classe à l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, à compter du 1^{er} mai 1930.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 8 mai 1930, M. RENUCCI Jean-Dominique est nommé facteur de 9^e classe à l'Office des postes et des télégraphes, à compter du 1^{er} mai 1930.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 17 mai 1930, M. MARTINEZ Antonio est nommé facteur de 9^e classe à l'Office des postes et des télégraphes, à compter du 16 mai 1930.

* * *

Par arrêtés du directeur des services de sécurité, en date des 28 mai, 6 et 10 juin 1930 ;

M. CHEVALIER Joseph-Jean, rédacteur auxiliaire au service du personnel, titulaire du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, est nommé commis de 3^e classe au service de l'administration pénitentiaire, à compter du 16 mai 1930, en remplacement de M. Perfetti, promu économe ;

M. MARQUIE André est nommé surveillant stagiaire de prison, à compter du 16 mai 1930 ;

DRISS BEN ABDALLAH BEN MOHAMED est nommé gardien stagiaire, à compter du 1^{er} juin 1930 ;

M. PREVOT Pierre, ancien combattant, admis au concours du 7 avril 1930, est nommé commis stagiaire au service de l'administration pénitentiaire, à compter du 16 juin 1930 (emploi réservé) ;

M. DUPUY Jean, ancien combattant, est nommé surveillant stagiaire de prison, à compter du 16 juin 1930 (emploi réservé) ;

M. VALERY Jean, surveillant de 3^e classe de prison, admis aux épreuves de l'examen d'aptitude à l'emploi de surveillant commis-greffier, est nommé surveillant commis-greffier de 6^e classe, à compter du 1^{er} juin 1930 en ce qui concerne le traitement, et du 16 juin 1928 au point de vue de l'ancienneté (à défaut de candidat pensionné de guerre ou ancien combattant).

* * *

Par arrêté du directeur du service des douanes et régies, sont recrutés en qualité de préposés-chefs de 6^e classe :

(à compter du 26 février 1930)

M. FALCONETTI Ignace, domicilié à Tox (Corse).

(à compter du 23 mars 1930)

M. GONZALEZ Félix, domicilié à Oran.

* * *

Par arrêté du directeur du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 31 mai 1930, M. VIE Achille est nommé commis stagiaire à Fès, à compter du 10 mai 1930.

* * *

Par arrêté du directeur du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 4 juin 1930, MM. M'HAMED SRRINI et FEDIL ABDELKRIM BEN MOHAMMED sont nommés commis d'interprétariat de 7^e classe à Meknès, à compter du 1^{er} juin 1930.

* * *

Par arrêté du chef du service topographique chérifien, en date du 22 mars 1930, M. PUGNIÈRE Roger, topographe adjoint de 2^e classe, est nommé topographe de 3^e classe, à compter du 1^{er} avril 1930.

* * *

Par arrêté du chef du service du budget, en date du 10 juin 1930, M. COUCHOT Marcel, commis stagiaire au service du budget et de la comptabilité, est nommé commis de 3^e classe, à compter du 16 juin 1930.

* * *

Par arrêtés du chef du service des impôts et contributions, en date du 5 juin 1930 :

M. LE MAT Olivier, contrôleur de 1^{re} classe des impôts et contributions, est élevé au grade de contrôleur principal de 2^e classe, à compter du 16 avril 1930 ;

M. PARODI André, commis principal hors classe, est promu commis principal de classe exceptionnelle, à compter du 1^{er} janvier 1930 ;

M. SUBIELA Edouard, commis de 1^{re} classe, est promu commis principal de 3^e classe, à compter du 16 mars 1930 ;

M. ODDON Emile, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1930.

* * *

Par arrêté du chef du service des impôts et contributions, en date du 27 mai 1930, M. BLANC Frédéric, commis principal de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1930.

* * *

Par arrêté du chef du service des domaines, en date du 12 juin 1930, M. EL KOUBI Judas est nommé commis stagiaire, à compter du 1^{er} juillet 1930.

* * *

Par arrêté viziriel en date du 6 juin 1930, SI MOHAMMED BEN LHACEN BEN AHMED est nommé secrétaire stagiaire à la mahakma du pacha de Beni Mellal, à compter du 16 mars 1930.

Extrait du « Journal officiel » de la République française
du 14 juin 1930, page 6536.

DÉCRET DU 8 JUIN 1930
portant augmentation des effectifs de la légion de gendarmerie
du Maroc.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 8 juin 1930,

Monsieur le Président,

Les nécessités de la colonisation conduisent à envisager une augmentation progressive des effectifs de la légion de gendarmerie du Maroc.

Au titre de l'exercice 1930, les crédits correspondant à l'entretien de 18 nouveaux sous-officiers et de 4 auxiliaires indigènes ont été inscrits au budget du Maroc.

Ces unités pourraient être installées dans les sections de Rabat, Casablanca, Marrakech et Fès.

Pour permettre la réalisation de ces mesures, nous avons préparé le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre de la guerre,

ANDRÉ MAGINOT.

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre et du ministre des affaires étrangères.

Vu l'article 50 de la loi du 28 mars relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée ;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 sur l'organisation de la gendarmerie ;

Vu le décret du 3 février 1914 sur le service intérieur de la gendarmerie ;

Vu le décret du 25 novembre 1927 portant création d'une légion de gendarmerie au Maroc, modifié par décrets des 7 février et 31 mai 1929, et 18 avril 1930,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier alinéa de l'article 4 du décret du 25 novembre 1927 est modifié comme suit :

Au lieu de :

« 295 gradés et gendarmes et 63 auxiliaires indigènes »,

Lire :

« 313 gradés et gendarmes et 67 auxiliaires indigènes ».

ART. 2. — Les 22 unités créées seront réparties par décision ministérielle.

ART. 3. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République.

Le Ministre de la guerre,

ANDRÉ MAGINOT.

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Extrait du « *Journal officiel* » de la République française
n° 141, du 15 juin 1930, page 6556.

DÉCRET DU 29 MAI 1930
relatif à l'ouverture de travaux au Maroc.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 28 mai 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 22 mars 1928 qui a autorisé le Gouvernement du Protectorat à contracter un emprunt de 819.822.000 francs prévoit, en son article 2, que l'ouverture des travaux à exécuter doit être autorisée par décret.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Des annexes indiquant les travaux à exécuter font suite au décret.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 22 mars 1928 autorisant le Gouvernement du Protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 819.822.000 francs ;

Vu, notamment, l'article 2 de ladite loi, prescrivant que l'ouverture des travaux à exécuter sur cet emprunt aura lieu sur la proposition du Commissaire résident général, en vertu d'un décret rendu sur le rapport du ministre des affaires étrangères, après avis du ministre des finances ;

Vu les propositions du Commissaire résident général :

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'ouverture des travaux et dépenses énumérées ci-après, dans les limites indiquées ci-dessous :

TITRE PREMIER

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

1° Bâtimens d'Etat administratifs :

Du contrôle civil	471.000
Du contrôle militaire	5.820.500
2° Service pénitentiaire	4.398.000
3° Finances	6.858.000
4° Justice	1.050.000
Total du chapitre premier.....	18.597.500

TITRE DEUXIÈME

DÉPENSES D'ORDRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1° Travaux publics :

Chemins de fer secondaires et miniers	15.000.000
Hydraulique agricole et industrielle	137.100.000
2° Mise en valeur et développement des ressources naturelles du Maroc :	
Agriculture, commerce et colonisation.....	9.994.000
Eaux et forêts	5.945.000
3° Postes, télégraphes et téléphones	50.294.300
4° Santé	14.291.000
5° Enseignement	35.979.000

DÉPENSES DIVERSES

Beaux-arts et monuments historiques	790.000
Total général	287.990.700

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

ANNEXE N° 1

Bâtimens d'Etat.

a) Contrôles civils.

La loi du 22 mars 1928 prévoit une dotation de 2.865.000 francs pour la construction des bâtimens nécessaires aux contrôles civils.

Par décrets des 21 juin 1928 et 2 juillet 1929, une somme de 2.394.000 francs a déjà été accordée à ce service. Pour permettre l'achèvement du programme en cours, il serait nécessaire d'autoriser l'ouverture de la dernière tranche de travaux, soit 471.000 francs.

b) Contrôles militaires.

L'extension du contrôle militaire au sud du Grand-Atlas et dans le Moyen-Atlas entraîne la création de nouvelles circonscriptions administratives qu'il est nécessaire d'équiper.

Il importe également de poursuivre l'installation des bureaux d'affaires indigènes, retardée jusqu'à présent par des besoins plus urgents, auxquels il a fallu faire face de 1927 à 1929, et d'édifier les bâtimens destinés à loger le personnel civil et militaire dont la situation, à ce point de vue, laisse à désirer.

Le total des dépenses envisagées s'élève à 5.820.500 francs.

ANNEXE N° 2

Service pénitentiaire

Le programme de construction du service pénitentiaire comprend : l'achèvement d'une maison centrale qui nécessite une somme de

.....	2.398.000
La construction d'une prison moderne à Meknès, destinée à remplacer l'établissement actuel, qui ne réunit pas les conditions d'hygiène et de sécurité désirables. Une dépense de	2.000.000
est à prévoir à cet effet.	

L'ensemble de ces travaux forme un total de..... 4.398.000

ANNEXE N° 3

Bâtimens administratifs. — Finances.

L'ensemble des travaux à effectuer pour les bâtimens des finances est de 4.858.000 francs.

Les constructions projetées concernent :

a) Le service de l'enregistrement à Rabat où le bureau et le logement du receveur sont installés dans un immeuble domanial devenu trop exigu en raison de l'importance prise par ce bureau ; d'autre part, la situation de cet immeuble à l'une des extrémités de la ville le rend d'accès peu commode aux redevables.

L'immeuble laissé vacant sera occupé par la 2^e perception de Rabat, dont la création vient d'être réalisée ;

b) Bureaux et logements des agents du service des impôts et contributions à Ben Ahmed.

Le centre de Ben Ahmed ne présente aucune ressource en immeuble ; les quelques habitations disponibles manquent de tout confort ;

c) Immeuble commun aux services financiers à Meknès (enregistrement, impôts, perceptions et domaines).

Les bureaux des services locaux de Meknès et le logement des agents de ces services sont disséminés dans la ville et installés dans des immeubles dépourvus de toute hygiène ; il est nécessaire de grouper ces services dans un immeuble commun suffisamment vaste ;

d) Immeuble commun aux services financiers à Mogador (enregistrement, impôts, perceptions et domaines).

Les services financiers locaux sont installés dans des locaux indigènes peu pratiques et manquant de confort. Il n'existe, d'autre part, dans cette ville, aucun immeuble susceptible de convenir à l'usage recherché.

La construction projetée s'impose donc dans le moindre délai.

ANNEXE N° 4

Justice.

La dotation prévue à ce titre s'élève à 10.406.000 francs.

Le montant des travaux dont l'ouverture a été autorisée par le décret du 21 juin 1928 est de 9.356.000 francs.

Pour l'exécution du programme d'ensemble il reste donc à autoriser les travaux formant une dépense de 1.050.000 francs et concernant la construction des tribunaux de paix de Safi, Mogador, Settat et l'extension de celui de Kénitra devenu trop exigü.

ANNEXE N° 5

Travaux publics.

d) Chemins de fer secondaires et miniers, 15 millions de francs.

Part de l'Etat aux dépenses d'établissement de la ligne d'Oujda à Bou Arfa ;

e) Hydraulique agricole et industrielle, 137.100.000 francs.

Les crédits ouverts au titre de l'hydraulique ont été affectés pour partie aux premiers travaux des barrages de l'oued Beth, de l'oued Mellah et de l'oued N'Fis. Une autre partie, 6 millions de francs, a été utilisée comme participation de l'Etat aux grands travaux d'alimentation en eau des villes et de leur banlieue (Rabat, Casablanca, Kénitra), et pour distribution d'eau dans les centres. 20 millions de francs ont été affectés à divers travaux d'assainissement, d'irrigation et de défense contre les crues. Enfin, une somme d'environ 34 millions a été utilisée pour l'exécution d'une tranche du programme d'électrification générale du Maroc.

Les crédits nouveaux, dont l'ouverture est demandée permettront de continuer l'effort ainsi entrepris, savoir :

Barrages	55.100.000
Adductions d'eau	30.000.000
Irrigations, assainissement, défense contre les crues	20.000.000
Electrification	32.000.000

Soit au total 137.100.000

ANNEXE N° 6

Agriculture, commerce et colonisation.

1^o Installation des services extérieurs de l'élevage et de l'agriculture.

a) Au programme prévu au décret d'ouverture du 21 juin 1929, il y a lieu d'ajouter la construction et l'installation de deux stations d'élevage et la construction et l'installation de deux inspections régionales d'agriculture.

Une somme de 1 million de francs est nécessaire pour l'exécution de ces travaux 1.000.000

b) Il convient de poursuivre l'équipement des fermes expérimentales et stations d'essais du Protectorat par la construction de nouveaux bâtiments répondant mieux aux besoins de ces établissements.

Une somme de 1 million de francs est prévue à cet effet 1.000.000

c) Chaque année le Protectorat construit une station de monte destinée à recevoir les étalons du service des haras marocains mis à la disposition des éleveurs européens et indigènes.

Une somme de 150.000 francs est inscrite pour la construction d'une nouvelle station de monte 150.000

d) Une première tranche de 3.500.000 francs a été réservée au précédent décret pour la construction et l'installation d'une école pratique d'agriculture à Casablanca. Il convient de poursuivre, au cours de 1931, la réalisation du programme arrêté et une somme de 1.500.000 francs est nécessaire pour l'exécution de ces travaux 1.500.000

e) L'administration sera vraisemblablement amenée à commencer en 1932, la construction et l'installation d'une école pratique d'agriculture indigène et il est nécessaire de prévoir, à cet effet, une somme de 800.000 francs 800.000

f) Par suite du déplacement de la gare d'Oujda, la station de désinfection des végétaux de ce centre devra être transférée. Une somme de 150.000 francs est prévue pour cet objet 150.000

2^o Outillage économique des lotissements de colonisation.

a) La somme de 4.194.000 francs inscrite au présent décret est destinée à l'aménagement de voies de desserte dans les périmètres livrés à la colonisation 4.194.000

b) La construction de maisons du colon sur les lotissements de colonisation absorbera une somme de 500.000 francs 500.000

c) La préparation des programmes de colonisation, les études des projets et la surveillance des travaux nécessitent le recrutement temporaire pour la durée de ces travaux, d'un personnel technique spécialisé et l'achat du matériel nécessaire.

Cette dépense est estimée à 700.000 francs 700.000

Soit au total 9.994.000

ANNEXE N° 7

Eaux et forêts.

RECONSTITUTION DES FORÊTS ET REBOISEMENTS

a) **Bâtiments forestiers.** — L'expérience a démontré depuis longtemps que la protection et la mise en valeur ne sauraient être assurées que si le personnel technique de surveillance et de gestion est installé au centre même de ces massifs.

Les crédits alloués antérieurement ont permis de construire des maisons forestières dans la plupart des boisements voisins de la côte et en territoire civil.

Il reste actuellement à compléter cette organisation par la construction de maisonnettes simples dont le prix de revient ne dépasse pas 60.000 francs et à la poursuivre dans les massifs plus éloignés, c'est-à-dire dans des régions montagneuses, d'accès difficile, où les conditions de sécurité, encore précaires, nécessitent des postes doubles, servant chacun de logement à deux familles de préposés français et à plusieurs cavaliers indigènes et dont le coût s'élève environ à 200.000 francs.

La dépense à prévoir de la sorte est de 3.900.000 pour 35 postes ou maisonnettes répartis dans les diverses régions forestières (Moyen-Atlas, Grand-Atlas, Zemmour, Rabat, Maroc oriental) ;

b) **Routes et chemins forestiers.** — La mise en valeur et l'exploitation des massifs forestiers, surtout dans les régions montagneuses, entraînent l'ouverture d'un réseau de chemins de vidange et de pistes de surveillance.

Ces chemins tracés régulièrement, à pente ne dépassant pas 7 p. 100, d'une largeur de 4 mètres, mais non empierrés, doivent être carrossables et accessibles aux canions lourdement chargés.

Leur prix de revient est de 7 francs le mètre environ.

Le réseau prévu actuellement aura 70 kilomètres et intéresse particulièrement les forêts du Moyen et du Grand-Atlas, c'est-à-dire celles dont les boisements demeureraient, sans cela, absolument inaccessibles.

La dépense à engager de ce chef est de 850.000

c) **Reboisements.** — L'intérêt général du pays commande de créer des massifs forestiers dans les régions dénudées, notamment dans celles voisines de la côte.

Le service forestier a entrepris depuis plusieurs années, de constituer des périmètres de reboisements dans certaines régions agricoles dépourvues de forêts, telles que la Chaouïa, les Doukkala (périmètres de l'oued Nefikh, de Sattat, de Mechra ben Abbou) et aux abords des grandes villes (Casablanca, marais de Sidi Abderrahman et Rabat). D'autres sont prévus dans la région des Abda (environ le Safi), de Marrakech (Djebilet), de Meknès et près d'Oujda.

La surface totale des périmètres ainsi constitués ou à créer à brève échéance, est d'environ 8.000 à 10.000 hectares.

D'autre part, il convient de poursuivre la fixation des 15.000 à 20.000 hectares de dunes situées à Mogador et Agadir, entreprise depuis 1918 et qui a donné des résultats remarquables. Non seulement les sables ont été arrêtés, mais les semis de ricin effectués dans ces dunes procurent au Trésor des revenus appréciables.

La dépense totale à prévoir pour ces reboisements et fixation de dunes est de 845.000

d) **Démasclages.** — Il est nécessaire d'entreprendre la mise en valeur par voie de démasclage des forêts de chêne-liège de la zone montagnaise qui n'avait pu être abordée jusqu'alors : forêts des régions d'Oulmès, Moulay Bou Azza, Beni Bou Zert (Taza).

C'est là une opération des plus avantageuses au point de vue financier puisque tous les 9 à 10 ans, chaque arbre donnera 8 à 10 kilogrammes de lièges de reproduction valant actuellement, en moyenne, 150 francs les 100 kilos.

Le prix moyen de démasclage est de 75 centimes par arbre, la dépense à envisager est de 350.000

Total..... 5.945.000

ANNEXE N° 8

Postes, télégraphes et téléphones.

Les décrets des 21 juin 1928 et 26 juin 1929 ont autorisé l'Office des postes à effectuer certains travaux s'élevant à 34.061.800 francs. Quelques-uns sont terminés, d'autres sont en cours d'exécution et par suite de la hausse des prix de nouveaux crédits sont nécessaires pour leur achèvement, enfin l'urgence de certains travaux non prévus aux décrets précédents est apparue depuis. Il est nécessaire, dans ces conditions, d'autoriser l'ouverture d'un crédit de 50.294.200 francs ayant pour objet l'achat de matériel postal, la construction et l'extension des lignes télégraphiques et téléphoniques, des câbles souterrains des centraux téléphoniques et télégraphiques, l'achèvement de la station de T.S.F. Maroc-France et la construction et l'aménagement de bureaux postaux.

ANNEXE N° 9

Santé.

a) Institut Pasteur du Maroc.

La construction de l'Institut Pasteur du Maroc vient d'entrer dans la phase des réalisations. Un contrat intervenu le 15 novembre 1929 entre le Gouvernement chérifien et l'Institut Pasteur de Paris a fixé les conditions dans lesquelles sera construit et aménagé l'Institut Pasteur au Maroc.

D'après cette convention, le Protectorat doit verser à l'Institut Pasteur de Paris une contribution forfaitaire de 4 millions de francs pour la construction et l'aménagement des immeubles nécessaires à l'Institut Pasteur du Maroc.

b) Hôpitaux et infirmeries indigènes et salles de visite (extension et créations nouvelles).

Fès. — Hôpital Cocard. — Dans la liste des formations sanitaires dont l'extension est nécessaire, l'hôpital régional indigène « Cocard » figure en première ligne.

Cet établissement hospitalier fonctionne toujours avec la même activité. Le nombre des malades qui s'y présentent journellement est considérable. La moyenne des hospitalisés par jour dépasse 25.

Après la construction de trois nouveaux pavillons d'hospitalisation, un pavillon de consultations a été mis en œuvre. Ce pavillon une fois terminé permettra d'utiliser, pour l'hospitalisation, le pavillon dans lequel se font actuellement les consultations.

Il y a lieu de prévoir encore un pavillon chirurgical à mettre en œuvre en 1931 et la construction de vérandas couvertes dans les pavillons qui en sont dépourvus.

Rabat. — Hôpital régional indigène. — L'hôpital régional indigène de Rabat a été doté, en 1926, d'un nouveau pavillon d'hospitalisation.

La première tranche de travaux d'agrandissement du pavillon chirurgical existant sera mise en œuvre en 1930. L'achèvement de ce pavillon est prévu pour 1931.

Meknès. — Hôpital régional indigène. — L'extension de l'infirmerie indigène de Sidi Saït touche à sa fin. Un pavillon reste à édifier en 1930 et le programme d'extension de cette formation sera achevé, ce qui permettra de réaliser sa transformation en hôpital régional.

Sefrou, Azrou et Souk el Arba du Rarb. — Ces trois centres vont être dotés d'une infirmerie indigène. Les travaux sont en cours. Dans les deux premiers, une maison d'habitation pour le médecin chef est également en cours de construction.

Quelques travaux de parachèvement sont encore à prévoir.

El Kelaa, Tissa et Karia. — Dans les postes de El Kelaa des Serarna (région de Marrakech) et les postes de Tissa et de Karia (région de Fès) la construction d'une infirmerie indigène est à prévoir en 1930.

Postes de l'avant. — Les résultats obtenus dans les postes avancés où il a pu être créé, en 1928-1929, des salles de visite et même des petites infirmeries indigènes, ont démontré la nécessité de poursuivre, en 1930-1931, le programme de construction de cette nature qui se justifie notamment dans les régions de Taza et de Fès.

Souks et centres de colonisation. — Au fur et à mesure de la progression de la colonisation, il est nécessaire de pourvoir les principaux centres de moyens de consultation, voire même d'hospitalisation en cas d'urgence.

En 1928-1929, quelques centres ont été dotés de ces moyens : Souk el Arba des Beni Amir (territoire du Tadla), Tafilalet (région de Marrakech), Schmaïa (territoire des Abda) et Bir Djedid Saint-Hubert (région de Casablanca).

Le centre d'Ifrane va être organisé d'une façon plus complète au point de vue médical en raison de sa situation exceptionnelle favorable à la création d'une station climatérique.

Enfin, en 1930-1931, il y a lieu de prévoir la création de salles de visite dans certains centres régionaux avec maison d'habitation pour un infirmier spécialiste européen dans les plus importants de ces centres.

Marrakech. — Laboratoire régional. — Création nécessaire pour l'exécution des examens bactériologiques de cette importante région, où les maladies épidémiques et notamment le typhus sont très fréquentes.

c) Hôpitaux civils et hôpitaux mixtes.

Casablanca. — Hôpital civil. — L'achèvement du programme des constructions de l'hôpital civil de Casablanca touche à sa fin. En 1930, les pavillons de neuro-psychiatrie ; de la buanderie, désinfection et bains-douches seront terminés et aussitôt il sera procédé à la mise en œuvre du pavillon destiné aux consultations générales et du pavillon des entrées. Ces deux pavillons sont les derniers du groupe de bâtiments prévus au projet d'ensemble de l'hôpital civil de Casablanca.

Marrakech. — Hôpital mixte. — A Marrakech, les malades européens sont traités à l'hôpital militaire « Maisonnave », très éloigné du quartier européen et dont la capacité hospitalière ne répond plus aux besoins de la population. Des pourparlers sont en cours pour le choix de l'emplacement du futur hôpital mixte.

Dès qu'une solution sera intervenue, il pourra être passé aux réalisations.

Agadir. — Hôpital mixte (2^e tranche). — Les travaux de la première tranche ont été mis en chantier en mai 1929 et se poursuivent normalement. Ceux de la deuxième tranche suivront sans interruption.

d) Lazarets maritimes et terrestres.

(Centres de prophylaxie)

Centres de prophylaxie dans les divers postes.

Le bâtiment destiné au groupe de prophylaxie de Rabat est en cours de construction.

Des créations analogues sont prévues dans divers centres du Maroc.

Les groupes de prophylaxie seront organisés de telle sorte que, en cas d'épidémie et même en temps normal ils soient en mesure non seulement d'exécuter une surveillance médicale très étroite dans la région, mais de procéder à l'épouillage et à la désinfection dans les locaux aménagés à cet effet.

Casablanca. — Lazaret d'El Hank. — Le lazaret d'El Hank, dont le rôle est très important au point de vue prophylactique et qui constitue un organe d'isolement de premier ordre, a été doté en 1928 d'un pavillon. Un deuxième pavillon est encore nécessaire pour augmenter la capacité du lazaret.

Casablanca. — Santé maritime. — La station sanitaire maritime est installée actuellement dans des conditions précaires et pourvue de moyens qui ne répondent plus aux besoins d'un grand port comme celui de Casablanca.

Pour cette raison, un projet est actuellement à l'étude afin d'aménager à usage de station sanitaire les vastes locaux de la gare maritime.

e) Asiles d'aliénés.

Ber Rechid. — Centre de psychiatrie. — La construction des bâtiments du centre de psychiatrie de Ber Rechid se poursuit.

La première tranche de travaux, qui comportait le logement du médecin-chef du centre et le gros-œuvre d'un pavillon pour aliénés (femmes européennes), est presque terminée. Les travaux de la deuxième tranche seront entrepris en 1930.

f) Institut médico-légal.

L'Institut médico-légal est appelé à compléter l'ensemble des organismes de l'école d'hygiène et des laboratoires (anatomie, pathologie et prophylaxie), dont les bâtiments sont en cours d'exécution. L'ensemble de ces travaux s'élève à 14.291.000 francs.

ANNEXE N° 10

Enseignement.

La continuation du programme de construction prévu à la loi du 22 mars 1928 entraînera une dépense de 35.979.000 francs et comprend les travaux suivants :

Azrou. — Edification d'une école régionale berbère.

Casablanca. — Lycée de garçons et de filles, petit lycée de garçons. Ecole industrielle. Ecoles musulmanes. Groupes scolaires européens et israélites de Bouyod, Fédhala, Oued Zem. Ecoles rurales européennes et indigènes. Internats primaires (achat de terrains et constructions).

Fès. — Ecole primaire supérieure. Internats primaires. Groupes scolaires de la ville nouvelle. Ecole indigène des fils de notables et écoles de quartier. Ecoles rurales européennes et indigènes (achat de terrains et constructions).

Khémisset. — Ecole indigène.

Kénitra. — Ecole primaire supérieure. Groupes scolaires. Ecoles indigènes. Ecoles rurales européennes et indigènes. Ecoles primaires (achat de terrains et constructions).

Marrakech. — Ecole primaire supérieure. Groupes scolaires européens. Ecoles indigènes de quartier et de fils de notables. Ecoles rurales européennes et indigènes. Internats primaires (achats de terrains et constructions).

Mazagan. — Internat primaire et écoles indigènes.

Meknès. — Groupes scolaires français. Ecoles indigènes. Ecoles rurales européennes et indigènes. Internat primaire.

Oujda. — Collèges de garçons et de filles. Groupes scolaires français et indigènes. Ecoles indigènes. Ecoles rurales européennes et indigènes (achat de terrains et constructions).

Rabat. — Lycée de garçons et de filles. Collège musulman. Groupes scolaires européens de quartier. Ecoles indigènes de fils de notables et primaires. Internats primaires. Ecoles indigènes de Salé (achat de terrains et constructions).

Safi. — Groupes scolaires européens. Internats primaires. Ecoles indigènes de garçons et filles. Ecoles rurales.

Tanger. — Lycée de garçons et de filles. Groupes scolaires européens. Ecoles indigènes.

Taza. — Ecoles européennes et indigènes.

ANNEXE N° 11

Beaux-arts et monuments historiques.

Les travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques (médersas, fontaines, remparts et bastions, portes monumentales, mosquées, châteaux de mer et églises portugais), l'achèvement du musée et du conservatoire de musique de Rabat, la transformation des bureaux du service des beaux-arts, la conservation de la partie historique des palais impériaux doivent être poursuivis en 1931 et 1932.

La dépense qui s'ensuivra s'élève à 790.000 francs.

PARTIE NON OFFICIELLE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

OFFICE DES BIENS ET INTÉRÊTS PRIVÉS

Rabat, le 6 juin 1930.

CIRCULAIRE N° 213

DETTE PUBLIQUE AUTRICHIENNE

RÈGLEMENT

des arriérés de la dette non gagée échus avant le 16 juillet 1920 et des arriérés de la dette gagée échus avant le 1^{er} juillet 1919 qui n'ont pas encore été recouverts par les porteurs français et alsaciens-lorrains réintégrés dans la nationalité française.

Le directeur de l'Office des biens et intérêts privés a l'honneur d'informer les porteurs retardataires de rente autrichienne gagée et non gagée, qu'un accord additionnel vient d'être signé avec le Gouvernement autrichien en vue du règlement des arriérés de ces valeurs échus pendant la guerre et non encore recouverts.

Les porteurs retardataires de nationalité française ou alsaciens-lorrains réintégrés dans la nationalité française devront, en conséquence, déposer d'urgence leurs coupons échus et titres amortis, avant le 16 juillet 1930 (dette non gagée) et avant le 1^{er} juillet 1919 (dette gagée), auprès des établissements financiers désignés ci-après ou de leurs succursales :

Banque des pays de l'Europe centrale ;

Banque de Paris et des Pays-Bas ;

Crédit Lyonnais ;

Crédit Mobilier français.

Le délai d'adhésion à ce nouvel accord expirera le 22 novembre 1930 et ne pourra être prorogé en aucun cas.

L'accord vise tous les emprunts compris dans l'ancienne dette publique autrichienne, telle qu'elle existait au 12 août 1914, à l'exception de :

La rente autrichienne unifiée 5 % 1868 ;

La rente autrichienne unifiée 4 % 1903 ;

Et l'emprunt 4 % or 1890 Elisabeth Bahn.

Cet accord est conforme dans ses grandes lignes à l'accord précédemment intervenu en 1924 avec le Gouvernement autrichien pour la régularisation desdites valeurs.

Toutefois, il a été prévu aux termes de ce nouvel accord qu'une retenue de 25 % serait appliquée sur le montant valorisé des coupons échus. Cette compensation a dû être accordée au Gouvernement autrichien en échange de son acceptation de n'opposer en aucun cas l'exception de prescription en ce qui concerne les coupons arriérés.

A titre exceptionnel, les porteurs qui seraient en mesure de prouver qu'ils ont déclaré leurs coupons en temps utile à l'Office de compensation pourront être exonérés de cette retenue.

Les porteurs intéressés devront adresser à ce sujet une demande à l'Office des biens et intérêts privés, 146, avenue Malakoff, à Paris, en fournissant la preuve qu'ils ont bien effectué leur déclaration aux Offices de compensation avant le 28 février 1925 ; un certificat leur sera délivré le cas échéant ; ce certificat présenté à l'établissement chargé des opérations de remboursement, pourra donner droit pour son titulaire à l'exonération prévue.

Tous les renseignements complémentaires sur les conditions de l'accord seront fournis par les établissements chargés des règlements.

Les porteurs sont instamment priés de n'envoyer à l'Office ni leurs titres ni leurs coupons. L'Office décline formellement toute responsabilité au sujet de ces envois.

Le directeur de l'Office,
LAFFONT.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA LTD.

LA BANQUE ANGLAISE

Capital autorisé : L. 4.000.000. - Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : LONDRES

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca, Fès-Mellah et Fès-Médina, Marrakech, Mazagan, Saji, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale

Correspondants en France : Lloyds et National Provincial Foreign Bank Ltd., Westminster Foreign Bank Ltd.

TOUTES OPERATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise - CASABLANCA
Bureaux à louer

CHEMINS DE FER

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES HEBDOMADAIRES

Année 1930

RESEAUX	RECETTES DE LA SEMAINE						DIFFERENCES EN FAVEUR DE				RECETTES A PARTIR DU 1 ^{er} JANVIER						DIFFERENCES EN FAVEUR DE			
	1930		1929		1930		1929		1930		1929		1930		1929		1930		1929	
	Kilomètres exploités	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Kilomètres exploités	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Kilomètres exploités	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Kilomètres exploités	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Kilomètres exploités	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Kilomètres exploités	Sur recettes brutes	Proportion p. %		
RECETTES DU 23 MARS AU 1^{er} AVRIL 1930 (13^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	Zone française . . .	204	289 124	1.417	204	265 386	1 301	23 738	0				3 978 172	19 501	3 990 482	10 561			12 310	0.3
	Zone espagnole . . .	92	38 646	429	92	39 697	431		1 040	2.6			635 096	6 903	695 096	7 249			31 810	5
	Zone tangeroise . . .	19	9 868	519	17	7 608	412	2 800	26				152 245	8 013	112 491	6 030			40 054	21
	C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	579	1 837 700	3 174	579	1 503 630	2 500	334 170	22				20 758 000	35 854	18 954 220	32 736			1 803 780	9
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1 321	420 840	318	1 288	430 150	333			9 310	2			6 184 580	4 682	5 690 360	4 510			504 220	9
RECETTES DU 2 AU 8 AVRIL 1930 (14^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	Zone française . . .	204	297 244	1.457	204	347 306	1 703			50 152	17		4 275 416	20 958	4 337 878	21 264			62 462	1.4
	Zone espagnole . . .	92	41 152	447	92	52 739	573		11 587	28			676 248	7 350	719 645	7 822			43 397	6.4
	Zone tangeroise . . .	19	10 984	578	17	11 338	660		354	15			163 229	8 591	123 529	7 206			39 700	18
	C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	579	2 056 200	3 551	579	1 597 900	2 604	548 300	36				22 814 200	39 463	20 463 120	35 340			2 352 080	14
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1 321	373 110	282	1 288	479 780	372			106 670	28			6 557 600	4 964	6 160 140	4 783			397 550	6
RECETTES DU 9 AU 15 AVRIL 1930 (15^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	Zone française . . .	204	343 487	1 694	204	387 483	1 899			43 996	12.8		4 618 903	22 642	4 725 361	23 163			106 458	2.3
	Zone espagnole . . .	92	41 704	454	92	51 203	556		11 7	9 439	22.5		748 012	7 894	770 848	8 378			52 836	7.3
	Zone tangeroise . . .	19	10 654	560	17	8 543	501	2 138	54				173 880	9 451	132 042	7 567			41 838	17.8
	C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	579	2 104 400	3 634	579	1 366 000	2 350	738 400					24 918 600	43 037	21 828 120	37 700			3 090 480	14
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1 321	367 810	278	1 288	505 320	393			137 540	37			6 925 500	5 243	6 665 409	5 175			260 040	39
RECETTES DU 16 AU 22 AVRIL 1930 (16^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	Zone française . . .	204	335 106	1 642	204	396 474	1 944			61 368	18		4 954 009	24 284	5 121 835	25 407			167 826	3
	Zone espagnole . . .	92	39 141	426	92	66 725	726		27 584	71			757 153	8 230	837 578	9 104			80 420	10.6
	Zone tangeroise . . .	19	16 928	576	17	10 247	603	681		4 6			148 808	9 727	142 289	8 370			42 519	16
	C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	579	1 944 600	3 353	579	1 145 100	2 323	596 500	44				26 869 200	46 301	23 173 220	40 023			3 686 980	16
Régie des chemins de fer à voie de 0.60	1 321	323 980	245	1 288	561 600	436			237 020	73			7 210 480	5 488	7 227 060	5 811			22 420	2

NOTA. — Les proportions pour % sont calculées sur les recettes par kilomètre.

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR						PLUIE			PHÉNOMÈNES DIVERS		
		MOYENNES			EXTRÊMES ABSOLUS			Nombre de jours	Hauteur totale	Rapport à la Normale			
		Kart à la normale	Moyenne des minima	Moyenne des maxima	Date	du minimum	Maximum					Date	du maximum
RABAT													
Tanger	45	-0.3	13.9	21.4	-1.9	6	10.1	25	15	2	5.4	0.11	3 jours de brouillard. 2 jours de bruine.
Si Aït el Fazl			12.4	25.7		9	8.5	34	19	2	14.6		3 jours de chergui du 17 au 20.
Arbaoua	184	-0.9	12.7	23	-3.9	2	9	32	19	1	12.5	0.39	7 jours de brouillard. Grêle le 28.
Ouzzan (Bani Maour)	650		11.7	25.4	-1.1	1	4	34.9	19	2	40.5	0.53	
Souk el Arba	25	-3.6	9.2	29	+0.1	8	4	34.9	19	3	12.8	0.53	8 jours de siroco du 12 au 20.
Mechra bou Derra		-3.3	8.2	29	+0.1	2	2.5	14.2	18	3	30.5	0.70	3 j. de brouill. Siroco les 17, 18, 19. Orages avec averse les 28, 29.
Petitjean		+3.7	16	30.1	+3.7	2	9.8	45.5	18	2	16.9	1.12	6 jours de brume épaisse matinale.
Kénitra	25	-0.7	10.8	25.7	-1.7	9	5.2	34.5	18	2	16.1	1.14	16 jours de brouillard ou brume.
Oulad Ayad			12.3	27		1	8	37	15	2	27		1 jours de brouillard. Orage les 27, 28.
Rabat (Aviation)	64	+0.2	12.6	22.6	-0.7	2	9.6	27.3	18	2	26.2	1.35	
Sidi Yahia des Zaer						2	16	23	15	2	16.5	1.4	8 jours de bruine ou brouillard.
Fethala	9	-0.1	13.1	24.5	-0.3	22	8.7	28.2	15	3	16.8	0.9	5 jours de brouillard.
Jasablanca (Aviation)	50	-1.5	11.8	22.3	-0.5	2	9	25	15	1	4	0.25	3 jours de brouillard.
Mazagan (Adir)	55	+1.6	12	22	+0.8	2	9	25	15	2	27	1.66	3 jours de brouillard.
Ain Jorra	150	+1.5	10.9	28.6	-0.6	6	7	38.2	18	1	0.6	0.03	1 jours de brouillard.
Tiflet	337	+0.2	10.8	26.6	-0.9	10	6.2	35.6	22	2	18	0.81	5 jours de brouillard. (Orage le 28.
Khemisset	458									2	18.3	0.86	
Camp Marchand	380	+0.4	10.9	27.4	+1.2	1	6	40	19	3	14.5		
Bonihaut	300									1	12.2		
Boucheron	360									3	8.6		Brouillard les 1 ^{er} , 2, 6 jours de chergui du 13 au 19. Siroco du 12 au 21.
Kashaba ben Haouel	650									3	8.6		
Ber Rechid	220									3	12.7		
Ouled Moussa													
Ouled Saïd										2	8.5		
Sellat	370	-0.4	10.9	25.5	0	2	6.2	37.5	19	3	12.8	0.92	Siroco les 13, 14, 19. 2 jours de brouillard matinal.
Kourigha	799	+2.2	11.9	29.6	+1.0	2	6.5	39.5	19	0	0	0	
Oued Zem	780	+1.4	11.8	32.3	+1.9	1	5.5	42	18	1	10.5	0.68	7 jours de chaleur du 12 au 19.
El Barouj	105	+3.5	16.1	33.1	+2.9	1	8	44	19	2	7.4	0.47	
Mechra ben Abboit	192									1	11	1.08	Siroco les 14, 15.
Sidi ben Nour	183	+1.5	12.9	29	+1.8	2	9	41	14	1	11	1.08	
El Khemis des Zennara	161												2 jours de brouillard. 3 jours de siroco du 12 au 15. Brume matinale le 19. 7 jours de siroco du 12 au 19. 2 jours fort vent N.E. Siroco le 25. 3 jours de brume. 7 jours de siroco. 13 jours de brouillard ou brume. 5 jours de siroco du 11 au 16. Brume les 3 et 5. Siroco les 13, 14, 15, 16. 2 jours de brouillard.
Dar Si Aïssa	80	-2.2	14	26.5	+1.7	1	11	39.5	15	1	5.2	1.11	
Souf	8	-0.5	14.2	18.9	-2.2	1	12	25	15	2	12	0.12	
Mogador	5					2	8.9	42	15	0	0	0	
Bou Tazart	30					1	6	42	14	0	0	0	
Tamanar	361					2	7	42	11	1	3.8	1.15	
Chemain	381	-0.9	10.5	29.6	0	1	9	37	15	1	11		
Chichaoua	340	+1.9	12.8	29.6	+1	1	9	37	15				
Souk el Had du Draa	215					1	9	34	15				
Taouda													
Oukerda	500												
El Kelaa des Sraghna	467	-1.6	11.4	32.2	+2.9	1	8	43	19	2	5	0.02	Siroco les 18, 19.
Marrakech (Aviation)	460	+0.6	13.5	32.1	+3.3	2	8.8	42.2	19	3	6.7	0.32	8 jours de siroco du 11 au 19. Brouillard le 7. 8 jours de siroco du 11 au 19.
Ab Ouir	700									2	12.3		
Dennat	650									3	39.8		11 jours de brouillard ou brume.
Azhal	1429	+3.5	13	25.6	+3.4	1	6	35.8	19	2	21	0.79	
Telouet	1800												
Agouafar	1660									2	26		Tonnerre le 10. Brouillard le 21.
Tagadirt N'Bour	1120									3	9.1		2 jours de brouillard matinal.
Amizmiz	1000	-0.3	10	30.5	+5.9	1	7	39.7	19	0	0	0	
Goundafa	2060												
Talet N'Yacoub	1400									1	7.4		12 jours de brouillard ou brume.
Implantant	900												

RABAT

DOUKKALA-CHAOUA-RABAT

ABDA

MARRAKECH

RELEVÉ CLIMATOLOGIQUE DU MOIS DE MAI 1930 (Suite)

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR						PLUIE			PHÉNOMÈNES DIVERS		
		MOYENNES			EXTRÊMES ABSOLUS			Nombre de jours N° 0,1 mm	Hauteur totale	Rapport à la Normale			
		Ecart à la normale moyenne des minima	Moyenne des minima du mois	Ecart à la normale moyenne des maxima	Date du minimum	Minimum	Maximum					Date du maximum	
SGUS													
Agadir	215m	+1.4	13.5	25.5	+1.4	4	11	41.8	14	3	30.5	1.86	3 jours de bruine ou brouill. tempête de sable le 28, siro. les 14, 15, 3 jours de fort vent.
Argaou	700		16	34.1		1	12	53	18	0	0	1	4 jours de brouillard matinal, tempête W. le 28.
Taroulant	256	-1.3	11.3	32	+1.2	1	7.5	42	16	0	0	0	Siroco les 14, 5.
Biougra	139					2	11	44	14	0	0	0	
Tiznit	224	+0.3	14.5	27.3	-1.5	2	6.4	37.4	19	2	56	1.86	3 jours de brouillard matinal.
TAZA-FES-MEKNES													
Bab Mariklo													Brouill. les 3 et 21. 6 j. de chergui le 15, 17 au 20. Orage avec [grêle le 28.
Rihana	708					3	6	35.3	19	2	49.1	0.59	2 jours de brouillard. Siroco les 17, 18, 19. Averse orageuse le 28.
Beni Kaoutech	685	+2.4	10.5	24.5	+1	3	6	33	19	2	41.2	1.12	
Ratba		+0.6	9.3	23.2	-1.2	30	-5	29.8	20	4	31.8	0.91	Siroco les 13, 14, du 17 au 21. Neige sur les hauteurs le 29.
El Kelaa des Beni Kacem	1002					2	1.2	29.6	19	2	40.5	0.91	3 jours de siroco.
Taounat el Kelhour	423					28	5	39	14	1	8.5	0.82	Orage avec averse le 28.
El Kelaa des Sless	412					9	6.5	34	15	2	24	0.82	Orages les 20, 21 et 28. 8 jours de brouillard. Siroco du 10 au 16.
Fès (Agriculture)	650					1	1.2	29.6	19	2	58	0.91	2 jours de brouillard, chergui les 13, 14. Siroco du 17 au 20.
Aïn Sikkh	532	+4.8	12.2	19.4	-3.5	1	6.2	30.4	18	3	29	0.87	7 jours de siroco du 13 au 20. Orage le 23.
Meknes	850	+1	13	26.4	+2	1	7.2	34.8	18	1	15	0.37	3 jours de brouillard matinal. Orage le 28.
Sefrou	1760	+4.8	11	30	+3.4	1	5	40	19	1	30	1.16	Tonn. les 19, 24. Orage av. averse le 28. 9 j. de siroco du 11 au 20.
Daiet Achlef	1650	+4.1	16	31.5	+1.1	30	12	42	19	3	42.3	0.63	10 jours de siroco du 10 au 20. Orage le 19. Vent violent de N.E.
El Hajeb	1440					24	10	44	23	1	9	0.05	Siroco du 20 au 23. Siroco du 6 au 9.
Imouzzer	1280					1	2	29	18	2	47	0.05	Orage les 18, 19, 20. 3 jours de brouillard.
Berkine	506					1	5.5	41.5	19	2	4	0.86	Orage nuit 19 au 20.
Taza (Aviation)	1260					1	2.9	31.7	19	4	33	0.86	Grêle le 28, chute de neige fondue en forêt au sud d'Azrou.
Oulmes	1180					1	0	28	19	1	19	0.69	7 jours de siroco du 13 au 20.
Moulay bou Azza	831					23	5	32	14	5	71	2.17	Orage les 19, 28. Neige en montagne le 28. Siroco du 12 au 21.
Klénifra	505					8	7.2	31.5	15	4	34.4	0.94	
Tadla (Aviation)	580					23	5	32	14	5	71	2.17	
Beni Mellal	372					8	7.2	31.5	15	4	34.4	0.94	
Dar Ould Zidouh	1825												
Atoui	1680												
Aït M'Hamed	500												
Ouled Sassi (Beni Amir)	1250												
Azrou	1910												
Béni Mellal	1550												
TADIA													
BEI													
MOULOÛYA													
Arbala	1720												
Alcemsid	1509												
Itzer	747												
Mideit	366												
Oulat el Hadj	392												
Guercif	760												
Taourirt	600												
Sakka (Camp Bertaut)	150												
Bou Houria	555												
Berkane	930												
OUJDA													
Oujda													
Bou Denib													
Bou Anane													

Région gabarienne